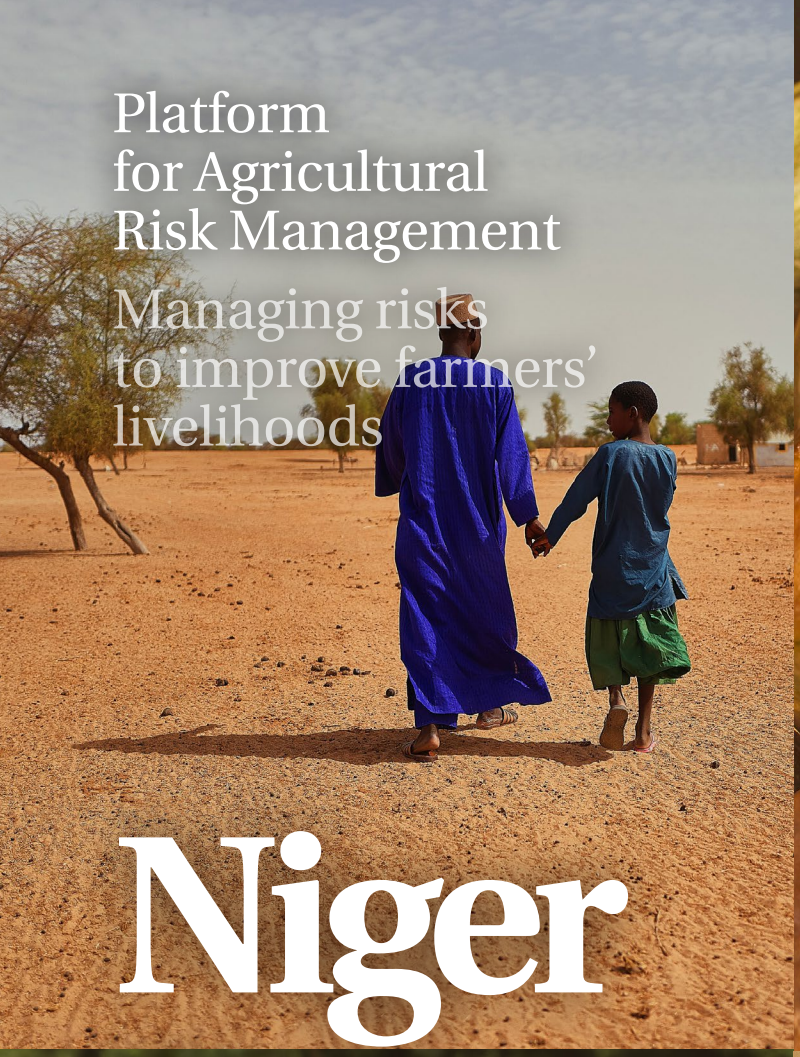
Platform
for Agricultural
Risk Management

Managing risks
to improve farmers'
livelihoods



PARM
PLATFORM FOR AGRICULTURAL RISK MANAGEMENT

Niger
Rapport Final

Approche holistique à la gestion des risques:
nouvelles opportunités pour l'investissement dans l'agriculture

Juillet 2019

AFD
Cooperazione Italiana allo Sviluppo
Ministero degli Affari Esteri
IFAD
Investing in rural people
german cooperation
KFW
NEPAD
TRANSFORMING AFRICA

PARM
PLATFORM FOR
AGRICULTURAL RISK
MANAGEMENT

Platform
for Agricultural
Risk Management

Managing risks to improve farmers' livelihoods

Niger

Approche holistique sur la gestion des risques agricoles: nouvelles opportunités pour l'investissement dans l'agriculture

Rapport Final

Juillet 2019

Avant-propos

La Plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM), initiative du G7-G20 hébergée par le Fonds international de développement agricole (FIDA), est un partenariat multi-bailleurs cofinancé par l'Union Européenne (UE), l'Agence Française de Développement (AfD), L'Agence de Coopération Italienne (DGCS) et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), pour soutenir les gouvernements et les parties prenantes dans la gestion des risques agricoles (GRA). La Plateforme travaille en partenariat stratégique avec le NEPAD/PDDAA dans certains pays africains ayant comme but final l'intégration de la gestion des risques agricoles dans les politiques agricoles nationales et les plans d'investissement (www.p4arm.org). Le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) par l'intermédiaire de KfW Banque de Développement contribue également aux investissements en GRA à travers un partenariat stratégique avec le NEPAD. Le programme PARM en cours vise à appuyer l'évaluation des risques agricoles et les processus politiques au Cabo Verde, au Cameroun, en Éthiopie, au Libéria, au Niger, au Sénégal, en Ouganda et en Zambie.

Le gouvernement Nigérien, représenté par le Haut-Commissariat à l'Initiative 3N (les « Nigériens Nourrissent les Nigériens ») (HC3N), s'est engagé activement dans le processus d'intégration de la gestion des risques agricoles dans son cadre politique et ses plans d'investissement, en collaboration notamment avec la Banque Mondiale (BM) d'abord en 2013, ainsi que sur le développement du Plan d'Action de Gestion des Risques Agricoles (PAGRA). Depuis 2014, en partenariat avec le NEPAD et d'autres acteurs, PARM assiste le Gouvernement dans ce processus et dans le développement du PAGRA en proposant une nouvelle méthodologie GRA basée sur une approche holistique adaptée au contexte politique, économique et géographique du secteur agricole au Niger. Les résultats de ce partenariat ont permis de créer de nouvelles capacités en matière de gestion des risques et de développer des propositions d'investissement d'outils en GRA visant à créer de nouvelles opportunités pour stimuler l'investissement dans l'agriculture et renforcer la résilience du secteur agricole.

Ce rapport réunit les principaux résultats de chacune des phases de ce processus à partir de la priorisation des risques, du renforcement des capacités et de l'identification d'outils spécifiques d'investissement, tels que le renforcement d'un système d'information pertinent et efficace, et d'un système de warrantage et de contrats à termes liés à la stratégie nationale de réponse en cas de crise alimentaire.

Le rapport est structuré en quatre sections : (i) une section d'introduction qui résume les principaux achèvements, avec le calendrier du processus, ainsi que les étapes suivantes pour la mise en œuvre du programme ; (ii) une section axée sur la phase d'évaluation des risques et la hiérarchisation des risques au Niger ; (iii) une section sur les outils proposés ; (iv) et une dernière section sur le renforcement des capacités en GRA.

Ledit rapport fournit un résumé des principaux rapports, dont les études complètes et les rapports sont disponibles sur le site web de PARM www.p4arm.org .

Le Gouvernement Nigérien et, en particulier, le HC3N ont largement contribué à toutes les études soutenues par PARM et a été le principal partenaire de tous les travaux menés depuis le début du processus en 2015 dans la gestion des risques agricoles. De nombreux autres partenaires du développement, compris les partenaires stratégiques de PARM (EU, Italie, AFD, FIDA, NEPAD), experts et institutions ont également participé à différents moments et aspects du processus et leurs contributions intégrées dans les différents documents qui ont contribué à soutenir ce travail. Les rapports ont été développés avec l'appui technique et la participation particulièrement active du début à la fin du processus du HC3N et du comité technique.

Sommaire

Liste des sigles et abréviations 7

1. Introduction

Principaux résultats atteints au Niger 10

Chronologie du processus PARM au Niger 15

Prochaines étapes 17

2. Prioriser les risques

Evaluation des Risques Agricoles au Niger, *Résumé exécutif* 20

Profil des risques agricoles au Niger, *Fiche d'information* 26

3. Trouver les bons outils

Systèmes d'information pour la gestion des risques agricoles au Niger, *Note de politique* 32

Système de récépissé d'entreposage : progrès en matière de gestion des risques liés aux marchés, financiers et post-récolte au Niger, *Note de politique* 34

3.1. Système d'information pour GRA

Etude de faisabilité pour l'investissement dans le système d'accès à l'information au Niger, *Résumé exécutif* 38

3.2. Contrat à terme et réseau du warrantage pour GRA

Etude de faisabilité pour investissement : le contrat à terme et le réseau du warrantage en appui aux stratégies nationales du Niger, *Résumé exécutif* 42

4. Renforcer les capacités et partager les connaissances

Renforcement des capacités en gestion des risques agricoles, *Note de stratégie de Pays* 48

Bibliothèque électronique : études, rapports et autres produits du savoir sur la GRA au Niger 50

Liste des sigles et abréviations

AFD	Agence Française de Développement
BAD	Banque Africaine de Développement
BAGRI	Banque Agricole du Niger
BM	Banque Mondiale
BMZ	Ministère fédéral de la Coopération économique et du développement allemand
CCA	Cellule de Crise Alimentaire
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CIRAD	Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
CD	Renforcement des Capacités
CEIGRAM	Centro de Estudios e Investigación para la Gestión de Riesgos Agrarios y Medioambientales (Université de Madrid)
DGCS	Direzione Generale Cooperazione allo Sviluppo (Italian Development Cooperation)
DNPGCA	Dispositif National de Prévention et de Gestion et des Crises Alimentaires
FAO	Food and Agriculture Organization
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FISAN	Fonds d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
GRA	Gestion des Risques Agricoles
HC3N	Haut-Commissariat à L'Initiative 3 N (« Les Nigériens Nourrissent les Nigériens »)
IMF	Institution de Microfinance
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau (Banque de Développement allemande)
NEPAD	The New Partnership for Africa's Development
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
OPA	Organisations Professionnelles Agricoles
PAGRA	Plan d'Action de Gestion des Risques Agricoles
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PARM	Platform for Agricultural Risk Management
PDDAA	Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique
PMC	Plateforme Ministérielle de Coordination des Stratégies Sahel
PNIA	Programme National d'Investissement Agricole
SIMA	Système d'Informations des Marchés Agricoles
TDR	Termes de Référence
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
USAID	Agence des Etats-Unis pour le Développement International

PARM

PLATFORM FOR
AGRICULTURAL RISK
MANAGEMENT

1. Introduction

Principaux résultats atteints au Niger

La Plateforme pour la Gestion des Risques Agricoles (PARM), mise en place en 2013 à l'initiative du G8 (aujourd'hui G7) et du G20 et hébergée par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), fournit un appui technique aux gouvernements pour la gestion des risques agricoles. Le secrétariat PARM agit sur le continent africain dans le cadre d'un partenariat stratégique avec l'Agence de planification et de coordination du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (PDDAA/NEPAD), institution de l'Union Africaine. Ce partenariat vise à intégrer la GRA dans le Plan National d'Investissement Agricole issu du processus de planification du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) du NEPAD dans huit pays d'Afrique sub-saharienne, dont le Niger, à travers l'élaboration d'un plan d'action de gestion des risques agricoles, selon une approche méthodologique harmonisée et un programme d'intervention établi conjointement avec les parties prenantes.

Le Niger est un pays enclavé de l'Afrique de l'Ouest couvrant une superficie de 1.267.000 km2 avec une population estimée actuellement à autour de 20 millions d'habitants, en grande partie rurale (80%), avec un taux d'accroissement démographique de 3,9%, l'un des plus élevés au monde. L'économie du pays repose essentiellement sur le secteur agricole (agriculture et élevage), qui fournit près de 40% du PIB du pays. En revanche, ce secteur est confronté à d'énormes risques entravant son développement, amenant l'Etat à développer et à mettre en place des stratégies pour prendre en charge cette question. Plus de 55 % de la population rurale vit en situation de pauvreté, contre seulement 20 % dans les zones urbaines, même si l'écart de pauvreté moyen est relativement similaire. La prévalence de la sous-nutrition a chuté et demeure relativement faible. Le nombre de personnes possédant un compte bancaire est également très faible. Ce secteur a donc une importance primordiale pour le développement social et économique du pays.

Tout comme les autres pays de la région du Sahel, les agriculteurs et les éleveurs nigériens sont confrontés dans leur activité de production à de nombreux risques, c'est-à-dire aux conséquences négatives d'événements plus ou moins fréquents et plus ou moins intenses tels que les aléas climatiques (sécheresses, inondations etc.), les fluctuations des prix des intrants, les remous sociopolitiques et ainsi de suite. A défaut d'enrayer totalement ces risques, le Gouvernement du Niger, ainsi que d'autres acteurs du secteur rural eux-mêmes ont mis en œuvre depuis de nombreuses années diverses mesures de gestion de ces risques.

C'est dans ce cadre qu'en 2014 le Gouvernement du Niger représenté par le Haut-Commissariat à l'Initiative 3N a lancé son partenariat stratégique avec la Plateforme pour la Gestion des Risques Agricoles (PARM), pour compléter l'étude sur l'évaluation des risques de la BM et apporter du soutien à l'élaboration du PAGRA. C'est avec l'appui du Point focal National PDDAA qu'une feuille de route a été élaborée, identifiant les étapes clés à mettre en œuvre afin de parvenir à une stratégie de gestion des risques agricoles au Niger. Après quatre ans du démarrage du processus, en Octobre 2018 un atelier de Haut Niveau sur le Partage des Résultats Finaux du Processus PARM en Gestion des Risques Agricoles a été organisé à Niamey permettant au Pays de compléter le programme planifié.

Les activités menées dans le processus d'engagement participatif du PARM au Niger ont abouti à ; 1) Mettre la gestion des risques au cœur des politiques de développement et agricoles ; 2) Évaluation des risques agricoles au Niger : apporter des nouvelles données pour une meilleure perception des risques ; 3) Accroître la sensibilisation, renforcer les capacités et mettre en valeur les partenariats sur la GRA ; 4) Investir dans les priorités en GRA pour de meilleurs outils de gestion des risques agricoles ; et 5) Faciliter le dialogue entre le gouvernement, les institutions locales et les partenaires de développement

1. Mettre la gestion des risques au cœur des politiques de développement et agricoles

Le premier résultat atteint par PARM au Niger est représenté par la nouvelle conception de risque introduite dans le Pays. Le risque n'est plus vu seulement comme un problème mais également comme une opportunité, s'il est géré avec la méthodologie proposée, qui est notamment basée sur une approche holistique. L'identification des risques, leur priorisation et les outils de gestion à travers une approche participative, ainsi que la définition et le renforcement des rôles et responsabilités des différentes parties prenantes, a permis de mettre la GRA au cœur des priorités du Gouvernement du Niger. Cette priorisation de la GRA a été fait à travers l'intégration définitive des outils GRA dans le Plan d'Action de Gestion des Risques Agricoles (PAGRA). Le PARM-NEPAD avec le Haut-Commissariat à l'I3N, a décidé d'approfondir certains aspects du PAGRA, notamment ceux portant sur l'exposition des petits producteurs aux risques liés à l'accès durable au crédit, aux marchés et à l'information. L'ensemble de ces actions fut rendu possible grâce à une forte collaboration entre le Gouvernement du Niger, représenté par le HC3N, PARM-NEPAD et leurs partenaires stratégiques. Ces résultats toutefois ne représentent que la première étape d'un processus à long terme que le Pays, sous le leadership du HC3N, devra lancer dans les prochaines années.

2. Évaluation des risques agricoles au Niger : apporter des nouvelles données pour une meilleure perception des risques

Le Niger, avec l'appui de la Banque Mondiale (BM), avait mené une étude portant sur l'analyse des risques agricoles (2013) suivie par l'élaboration d'un Plan d'Action de Gestion des Risques Agricoles (PAGRA), validé en Juin 2014. L'analyse des risques agricoles faite par PARM, à la demande du Gouvernement du Niger représenté par le Haut-Commissariat à l'initiative 3 N (HC3N), visait à compléter celle de la BM [1] en 2013 dans les trois domaines considérés prioritaires : l'accès par les petits producteurs aux services financiers (crédits et épargnes), accès aux marchés et à l'information. Les résultats de l'étude[2] menée par les experts recrutés par PARM (par le bureau d'étude IRAM) ont confirmé qu'au Niger, les systèmes de production agricole (au sens large) présentent une très forte dépendance vis-à-vis de l'aléa pluviométrique. Le risque prix est plus marqué en ce qui concerne les fluctuations saisonnières (flambées en période de soudure en année de sécheresse ; effondrement au moment des récoltes, notamment pour les denrées périssables). En dehors du risque prix, il existe un risque de marché lié aux conditions (physiques, sociales et économiques) de stockage et de commercialisation, et au manque d'informations fiables, pertinentes et en temps réel. En ce qui concerne l'accès aux services financiers le taux d'inclusion au Niger reste faible, en particulier pour les agriculteurs et éleveurs. Outre des facteurs structurels (niveau élevé des taux d'intérêt, manque de ressources stables), l'augmentation de l'accès aux services financiers en milieu rural se heurte à plusieurs contraintes.

Compte tenu de l'importance de la phase d'évaluation des risques, cette étude a fait l'objet de validation préliminaire lors d'un atelier national à Niamey en Décembre 2015, où les résultats préliminaires de l'étude ont été présentés et discutés avec les experts nationaux et les parties prenantes.

Il s'ensuit que le secteur agricole au Niger est affecté par plusieurs risques et contraintes dont les composantes majeures sont l'irrégularité des pluies (et dans les cas extrêmes, la sècheresse) et les invasions acridiennes, suivi par la variabilité des prix :

1 http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/257994-1349215552505/niger-risk-assessment-french.pdf
2 http://p4arm.org/app/uploads/2017/03/niger_risk-assessment-study_full-report.pdf

Tableau 1 : Tipologie des risques agricole au Niger

Risques	Fréquence d'occurrence†		Gravité
Risques naturels	Sécheresse affectant les cultures	Elevée (0,35)	+++++
	Sècheresse affectant le bétail	Faible (0,1)	++++
	Criquets	Moyenne (0,2)	++++
	Parasites et maladies du bétail	Elevée (0,35)	+++
	Ravageurs et maladies des cultures	Elevée (0,4)	++
	Inondations	Moyenne (0,3)	++
Risque prix	Hausse des prix à la consommation	Moyenne (0,3)	++++
	Baisse des prix à la production	Faible (0,05)	++
	Volatilité des prix agricoles		
Risques macro	Instabilité politique au Niger et risque lié à la réglementation	Moyenne (0,2)	+++
	Taux de change Naira / FCFA	Moyenne (0,2)	++
	Chocs macroéconomiques au Nigeria	Faible	++
	Insécurité	Moyenne	+
	Conflits locaux	Elevée	+

Source : A partir de « Banque Mondiale, Evaluation des risques agricoles au Niger, 2013

† La fréquence d'occurrence est exprimée en année de réalisation de l'évènement indésirable. Une fréquence de 0,1 signifie que l'évènement se produit en moyenne une année sur dix.

3. Accroître la sensibilisation, renforcer les capacités et mettre en valeur les partenariats sur la GRA

Le Renforcement des Capacités (CD) est un des piliers du processus PARM et une composante clé de la stratégie proposée au Niger. En général les activités de renforcement des capacités élaborées par PARM visent à engendrer un changement institutionnel et un comportement durable, et à renforcer les connaissances en matière de GRA de toutes les parties prenantes impliquées de différentes façons, des producteurs (en particulier les petits exploitants) aux représentants des gouvernements. Les activités de cette stratégie se sont articulées en 3 points, la formation générale GRA (CD1), l'institutionnalisation des connaissances GRA de haut niveau (CD2), et le renforcement des capacités relatives aux outils spécifiques en GRA (CD3). De plus, un séminaire de formation générale en GRA (CD) a été organisé à Niamey en parallèle à l'atelier national sur l'évaluation des risques en Décembre 2015 au Centre Régional AGRHYMET afin de bénéficier de la participation des représentants du Gouvernement, du secteur privé et des producteurs agricoles. C'est aussi dans cette logique que PARM a organisé une rencontre technique de deux jours (6-7 Juin 2018) avec les membres du comité technique (en présence des ONG et PTF), à la fois afin de présenter les résultats des études sur les outils spécifiques en GRA, et aussi pour expliquer leur application technique au sein du contexte Nigérien (CD3). Cette action visait à compléter l'appui fourni par PARM en matière de renforcement des capacités en GRA au Niger, ainsi qu'à être intégrée par des actions supplémentaires de type «informatives» au cours de la journée de l'atelier de haut niveau du 26 Octobre 2018.

Considérant l'importance stratégique du Niger pour PARM et dans la région, PARM et AGRHYMET ont organisé une formation plus détaillée en GRA (CD2) à Niamey pour les participants de l'Afrique de l'Ouest, et de la région du Sahel en particulier. Cette formation à la dimension régionale est destinée à être inclus dans le programme des formations dans les Pays de la région du Sahel dispensées par AGRHYMET sur une base régulière dans les années à venir.

4. Investir dans les priorités en GRA pour de meilleurs outils de gestion des risques agricoles

Compte tenu de la multiplicité et de la variété des risques agricoles identifiés par les études précédentes, et de l'atelier national sur l'évaluation des risques en Décembre 2015, trois domaines d'intervention ont été proposés pour compléter l'analyse sur la GRA au Niger, dont deux études de faisabilités séparées. Elles répondent aussi aux besoins transversaux du secteur agricole dans le sens large du terme à travers :

i. **un renforcement des capacités sur l'évaluation et gestion des risques agricoles**;
ii. une étude de faisabilité pour **l'investissement dans le système d'accès à l'information au Niger**; et
iii. une étude de faisabilité pour l'investissement sur **le contrat à termes et le réseau du warrantage en appui aux stratégies nationales du Niger.**

Ces études ont été validées par le gouvernement nigérien, ainsi que présentées lors de l'Atelier de haut niveau pour le partage des résultats finaux du processus PARM en Octobre 2018. Leur validation et dissémination est issu d'un processus particulièrement participatif entre les différentes parties prenantes.

PARM a donc proposé deux études de faisabilité. Premièrement, le warrantage et les contrats à termes ont fait l'objet d'une étude de faisabilité entreprise par le CIRAD et l'IRAM, commanditée par PARM et validée par le Gouvernement du Niger. Le warrantage et les contrats à termes visent à la fois à réduire les risques liés aux prix, les risques pour les institutions de microfinance (IMF) souhaitant financer des activités agricoles, et les risques de pression sociale pour les paysans qui stockent chez eux toute l'année et voient leur stocks se réduire « trop vite ». Au Niger, ces instruments servent comme outils qui permettent de créer un environnement économique autour des producteurs qui encouragent les investissements individuels dans le domaine agricole. La mise en cohérence de la stratégie nationale de gestion des crises alimentaires et du développement de ces stocks paysans (warrantage) et commerciaux (tierce détention) permettra d'améliorer l'information sur la localisation des stocks villageois, de rationaliser l'acheminement des vivres auprès des populations vulnérables et de stimuler les effets bénéfiques du warrantage et des contrats à terme, grâce à une meilleure lisibilité des mouvements de prix.

Deuxièmement, PARM a aussi proposé une évaluation des systèmes d'informations existants au Niger à travers une autre étude de faisabilité réalisée par le bureau d'étude Société SB Conseil (SBC4D). C'est à partir des analyses d'une étude sur les systèmes d'information pour la gestion des risques agricoles (SI-GRA)[3] dans sept pays d'Afrique subsaharienne, dont le Niger, finalisée en Octobre 2016 et menée par CEIGRAM/VISAVET, que la nécessité de renforcer les systèmes d'informations a été identifiée. C'est donc en continuité avec cette étude que l'accès à l'information a été choisie comme outil de GRA au Niger. Cette étude de faisabilité spécifique au Niger s'est intéressée à trois domaines en particulier, les informations de prix de marché, les informations climatiques et les informations sur la production agricole. Elle vise à permettre aux acteurs clés du secteur agricole en milieu rural d'être en mesure d'identifier et de prioriser les risques majeurs affectant leurs activités, les informer à temps sur les risques (et opportunités) potentiellement dangereux, pour ensuite leur permettre de les gérer sur la base de leurs décisions et besoins. Ces principes figurent parmi les piliers de l'approche holistique proposée par PARM.

De plus, le dit «paquet de formations» offert par PARM et ses partenaires représente la troisième composante de la stratégie en GRA de l'ensemble du processus PARM au Niger, en tandem avec les outils sur ii) l'accès à

3 CEIGRAM/VISAVET. Octobre, 2016. Systèmes d'information pour la gestion des risques agricoles (SI-GRA) au Niger. PARM.

l'information essentielle aux producteurs agricoles et iii) l'accès aux services financiers et au marché à travers les contrats à termes et le warrantage et leur rôle en appui au plan de contingence en cas de crise alimentaire. Le renforcement des capacité est un outil transversal clé de l'intervention au Niger et envers la pérennité des activités en GRA, ainsi que pour les deux autres outils proposés en GRA au Niger.

Dans le but de rendre opérationnel, mais aussi pour assurer la pérennité des résultats des études, des plans d'investissement adressés au HC3N, ainsi qu'à ses partenaires technico-financiers, ont été soumis au HC3N au sein des études de faisabilité, et validées par le HC3N.

5. Faciliter le dialogue entre le gouvernement, les institutions locales et les partenaires de développement

L'ensemble complémentaire d'outils proposés au Niger à travers les études de faisabilité a été validé et développé en collaboration étroite avec le HC3N, représentant le gouvernement nigérien. Le HC3N, dont le Haut-Commissaire, a ouvert la cérémonie du l'atelier de haut niveau en Octobre 2018 et le Secrétaire Générale l'a clôturé. Ils ont tous deux activement participé à l'évènement aux cotés des parties prenantes nationales, et autres partenaires technico-financiers nationaux et régionaux. La forte participation des groupes d'acteurs enregistrés à cet atelier, dont les délégués du Mali, Burkina Faso, et Tchad de la Plateforme Ministérielle de Coordination (PMC) des stratégies Sahel, membres du G5 Sahel, traduit tout l'intérêt porté à la gestion des risques agricoles au Niger et au Sahel. Au-delà d'être un processus, PARM constitue un cadre d'échange régulier et de dialogue entre les acteurs de la GRA. Ceci a permis de s'entendre sur les modalités d'accompagnement des différents groupes d'acteurs. Cet atelier, qui représente la culmination du processus PARM, a aussi permis l'appropriation nationale et sous régionale du travail fait au Niger par PARM-NEPAD. L'atelier a également donné l'opportunité au HC3N d'exprimer officiellement son engagement à intégrer la gestion des risques agricoles dans la stratégie de politique agricole du Niger, notamment dans le PAGRA.

Afin de mieux coordonner les initiatives pays et les actions de Partenaires Techniques et Financiers (PTF) à l'échelle sous régionale, les pays du Sahel sous l'impulsion de l'Organisation des Nations Unies, de la Commission de l'Union Africaine, de l'UE, de la Banque Mondiale et de la Banque Africaine de Développement (BAD) ont mis en place en 2013 une Plateforme Ministérielle de Coordination (PMC) des stratégies Sahel, regroupant le Mali, Burkina Faso, Tchad, Mauritanie et Niger. Fort de son expérience dans la gestion des risques agricoles, alimentaires et nutritionnels, le Niger a été désigné par ses pairs comme coordonnateur du Groupe Thématique Résilience (GTR) de la PMC avec pour objectif de permettre une coordination effective de la mise en œuvre des stratégies et initiatives de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et le développement agricole durable au Sahel. Cette stratégie de renforcement de la résilience, ses liens avec le G5 Sahel, devient un cadre pour faciliter l'intégration de la GRA dans les politiques nationales de ces pays et une avenue de collaboration dans la Phase 2 de PARM à niveau régional.

Le rôle actif d'organisations comme le l'AFD, l'UE, la BM, la FAO, la PAM, la Coopération Italienne et Suisse, le Centre Régional AGRYMET, mais aussi les délégués de la PMC du Tchad, Mali, et Burkina Faso, dans les discussions de l'atelier de haut niveau a montré l'intérêt croissant pour l'étude sur le renforcement du système d'information, celle sur le warrantage et les contrats à termes connectés à la stratégie de réponse aux crises alimentaires, mais aussi l'importance du renforcement des capacités. Leur présence et vive participation des parties prenantes nationales et régionales, et surtout du HC3N démontre le désir et aussi l'importance de poursuivre les efforts au Niger et dans le Sahel sur la gestion des risques et l'approche holistique de PARM.

Le fait d'avoir contribué au processus PARM a mieux connecté les institutions nationales et les partenaires de développement autour d'un thème d'intérêt commun : la gestion des risques agricoles (GRA). Il y a quelques années presque inconnu, la sensibilisation à la GRA représente un des résultats les plus significatifs atteints par PARM et NEPAD au Niger et dans la région du Sahel.

Chronologie du processus PARM au Niger

1. Lancement du processus PARM

Depuis la mission de Décembre 2014 PARM et NEPAD suivent le processus de l'élaboration du *Plan d'Action pour la Gestion des Risques Agricoles* (PAGRA) et collaborent avec le gouvernement Nigérien pour intégrer la gestion des risques agricoles de façon robuste dans le texte et les autres documents stratégiques nationaux, dont le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) 2016-2020. Le gouvernement du Niger, représenté par le HC3N, avec PARM-NEPAD, ont développé une feuille de route et initié le processus en se mettant d'accord que la PARM élaborerait une étude sur l'évaluation des risques qui viendrait compléter celle de 2013 de la Banque Mondiale. C'est en Janvier 2015 que cette feuille de route fut validée par le HC3N et que le processus PARM au Niger fut officiellement lancé.

2. Phase d'évaluation des risques

Les termes de références pour l'évaluation des risques agricoles ont été développés en collaboration avec le NEPAD et le HC3N en Février 2015, l'étude avait pour but de se concentrer sur l'accès à la finance et aux crédits, l'accès aux marchés et sur un système d'information accessible et intégré. L'Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement (IRAM) a été sélectionné pour mener l'étude, les experts ont partagés les résultats préliminaires de l'étude sur l'évaluation des risques agricoles au Niger à la suite d'un atelier national organisé le 10 Décembre 2015 à Niamey, réunissant des experts locaux dans le secteur agricole au Niger. L'étude a été officiellement validée et publiée en Juin 2016.

Un séminaire de renforcement des capacités a également été organisé en Décembre 2015 en collaboration avec le HC3N et le NEPAD. L'objectif de la formation a été de partager avec les membres du gouvernement, des organisations paysannes et du secteur privé, les éléments de base concernant l'approche holistique de la gestion des risques agricoles, ainsi que la méthodologie utilisée par PARM pour évaluer les risques et partager un aperçu des outils utilisés pour gérer les risques agricoles. De plus, le partage des résultats de l'étude entreprise par les experts de l'université de Madrid (CEIGRAM) sur les systèmes d'information pour la gestion des risques agricoles au Niger et dans six autres pays africains, ont permis de mieux aligner la phase d'évaluation des risques sur les besoins et les réalités des acteurs nationaux.

3. Phase de développement des outils en GRA

En Septembre 2016 la PARM avec le NEPAD et le HC3N ont identifié le renforcement du système d'information, et le warrantage et les contrats à termes connectés à la stratégie sur les crises alimentaires, comme les deux outils primordiaux à développer au Niger. Un an plus tard, la validation des termes de références par le HC3N a permis de sélectionner les bureaux d'études pour mener les études. Les bureaux d'étude CIRAD et IRAM ont été sélectionnés pour entreprendre l'étude de faisabilité sur le warrantage et les contrats à termes connectés à la stratégie nationale sur les crises alimentaires. Le cabinet SBC4D a entrepris l'étude sur le renforcement des systèmes d'information. Les études ont été finalisées en Juin 2018 suite à un atelier de validation technique réunissant les parties prenantes clés du HC3N, du gouvernement et autres partenaires technico-financiers. Les deux jours de réunions techniques ont été une occasion d'informer et de former les participants à la mise en œuvre des outils GRA au Niger proposés dans les études de faisabilité. Deux mois plus tard elles ont été officiellement validées par le HC3N. Par ailleurs, le renforcement des capacités a été considéré comme le troisième outil transversale et complémentaire aux deux autres.

En partenariat avec AGRHYMET, PARM a aussi organisé à Niamey la première activité de formation régionale sur la GRA axée sur la région du Sahel en Avril 2018. Plus de 25 responsables des ministères de l'Agriculture et de l'Environnement de la région du Sahel et de la région de l'Afrique de l'Ouest, ainsi que des représentants des organisations d'agriculteurs, chercheurs et étudiants ont participé à la formation.

Les résultats finaux du processus PARM au Niger ont été présentés lors de l'atelier de Haut Niveau organisé à Niamey en Octobre 2018. Cet atelier a permis de réunir des représentants du gouvernement, du HC3N, de la CCA, et CEDEAO, ainsi que le secteur privé, des organisations paysannes comme le MOORIBEN et des partenaires techniques et financiers tels que : l'AFD, la FAO et l'UE et l'Ambassade Italienne. Durant l'atelier les experts de ces institutions se sont réunis et ont entamé une discussion sur les outils complémentaires identifiés qui ont fait l'objet des deux études de faisabilité, et sur l'importance du renforcement des capacités, dont les résultats ont été partagés par la même occasion. Cet atelier constitue une étape importante pour PARM et pour le Niger car il a permis de proposer un ensemble d'outils spécifiques, respectant l'approche holistique de gestion des risques agricoles, tout en répondant aux besoins des agriculteurs à gérer les risques auxquels ils font face régulièrement.

Prochaines étapes : aligner l'investissement en GRA avec les priorités du gouvernement et les plans d'investissement des donateurs

Le paquet d'outils transversaux ; un système d'information renforcé, un réseau de warrantage et de contrats à termes connectés aux stratégies nationales de crises au Niger, et le renforcement des capacités, a été présenté lors de l'atelier de Haut Niveau organisé à Niamey le 26 Octobre 2018. L'atelier a eu lieu en présence du Haut-Commissaire du HC3N M. Ali Bety qui a réitéré l'engagement du HC3N à intégrer la gestion des risques agricoles (GRA) dans les documents stratégiques de politique nationale. Le rôle actif d'organisations comme le l'AFD, l'UE, la FAO, la PAM, la BM, l'Ambassade Italienne, la Coopération Suisse, pendant les discussions de l'atelier de haut niveau a montré l'intérêt croissant pour l'étude sur le renforcement du système d'information, et celle sur le warrantage et les contrats à termes connectés à la stratégie de réponse aux crises alimentaires, mais aussi à l'importance du renforcement des capacités. Leur présence et vive participation, et celle des parties prenantes nationales et régionales, et surtout du HC3N, démontre le désir et aussi l'importance de poursuivre les efforts au Niger et dans le Sahel sur la gestion des risques, ainsi que celle de l'approche holistique de PARM. Les partenaires techniques et financiers ont reconnu le soutien officiellement exprimé par le gouvernement lors de l'atelier envers la coordination et la mise en œuvre des outils pour gérer les risques agricoles qui ont été proposés par PARM (en collaboration avec le HC3N) au Niger et dans la région du Sahel plus largement.

Les propositions d'investissement développées dans le cadre du processus PARM avec le gouvernement et les autres parties prenantes constituent un ensemble holistique solide et attrayant pour améliorer la gestion des risques agricoles au Niger. C'est une excellente opportunité pour le gouvernement du Niger, avec le soutien des partenaires de développement, de diriger la mise en œuvre des initiatives en GRA proposées à travers le processus PARM, autant au niveau national que régional.

Le Niger a avancé significativement par rapport à d'autres pays. Maintenir le travail accompli envers l'intégration de la GRA dans les politiques nationales agricoles peut considérablement améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs et stimuler l'investissement dans le secteur agricole nigérien.

PARM
PLATFORM FOR
AGRICULTURAL RISK
MANAGEMENT

2. Prioriser les Risques

Risk Assessment

Niger

Evaluation des risques agricoles

Résumé exécutif

Juillet 2016

Étude menée par :
Jérôme Coste, Abdoulkader Affane et Olivier Jenn-Treyer

En collaboration avec :
Haut Commissariat à l'Initiative 3N

Contexte et objectifs de l'étude

La plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM)[1] appuie les pays en développement à une meilleure gestion des risques dans le secteur agricole. Sur le continent africain, PARM intervient dans 9 pays, dont le Niger, en partenariat avec le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD / UA). Au Niger, les activités de PARM sont placées sous la tutelle du Haut-Commissariat à l'Initiative 3N (HC I3N) et elles prennent en compte les travaux sur les risques agricoles menés au cours des dernières années avec le soutien de la Banque mondiale : évaluation des risques du secteur agricole (janvier 2013) et élaboration du Plan d'action pour la gestion des risques agricoles (décembre 2014). C'est ainsi que, à l'issue de concertations entre le HC I3N, PARM et le NEPAD, il a été convenu d'approfondir trois domaines importants pour permettre aux petits producteurs de mieux gérer les risques agricoles : l'accès aux services financiers, l'accès aux marchés et l'accès à l'information.

La présente étude, dont les résultats préliminaires ont été présentés lors d'un atelier organisé par le HC I3N et PARM en décembre 2015 à Niamey, s'inscrit dans cette perspective. Elle repose sur une revue bibliographique et sur des entretiens menés (en juin 2015 et février 2016) avec des représentants de l'administration nigérienne, de partenaires techniques et financiers, d'institutions financières et d'organisations professionnelles agricoles (OPA).

Le rapport est organisé en quatre chapitres : i) typologie des risques agricoles et inventaire des initiatives prises (par les agriculteurs, les OPA et l'Etat) en matière de gestion de ces risques ; ii) la gestion des risques liés à l'accès aux services financiers ; iii) la gestion des risques liés à l'accès aux marchés et iv) l'accès à l'information sur les risques agricoles.

Contexte du pays

Le Niger est un vaste pays enclavé (1.267.000 km2) dont la population, estimée à 19,1 millions habitants en 2014, croît à un rythme élevé (3,9% par an). La majorité de la population vit dans la zone sahélienne où la pluviométrie, très variable d'une année à l'autre, est concentrée en une seule saison (juin à octobre). L'économie nigérienne est faiblement diversifiée ; elle est marquée la prédominance du secteur primaire, au sein duquel le secteur agricole (au sens large[2]) domine. Celui-ci est caractérisé par l'importance des cultures pluviales (seulement 1% des terres cultivées sont irriguées) et le rôle clé de l'élevage, première source de revenu monétaire des ménages ruraux et second poste d'exportation du pays.

Depuis le milieu des années 1970, le Niger a été confronté à plusieurs crises alimentaires dont la fréquence s'est accélérée au cours de la dernière décennie. La répétition de ces crises révèle la détérioration continue des conditions de vie d'une frange importante de la population en raison du rythme élevé de la croissance démographique, du manque d'opportunités économiques en dehors du secteur agricole et de la forte dégradation des ressources naturelles. Dans ce contexte, la résilience des ménages et des communautés tend à diminuer tandis que les inégalités socio-économiques au sein du monde rural s'intensifient.

Typologie des risques agricoles

Le risque est souvent défini comme la combinaison i) de la probabilité d'occurrence (ou de matérialisation) d'un évènement dangereux et ii) de la gravité ou sévérité des dommages causés par cet évènement[3]. La probabilité d'occurrence d'un évènement est en général établie à partir de constatations rétrospectives sur deux ou trois décennies. A partir d'une analyse, pour la période 1991-2010, de la fréquence des évènements associés aux risques et d'une estimation (qualitative et quantitative) de leurs conséquences sur le PIB agricole, l'étude réalisée par la Banque mondial en 2013 retient six risques agricoles principaux : 1) la sécheresse (cultures), 2) la sécheresse (bétail), 3) les invasions acridiennes, 4) le risque associé aux prix à la consommation, 5) les maladies du bétail et 6) l'instabilité politique

1 Pour une présentation plus complète de PARM, voir : www.p4arm.org
2 Dans le présent rapport, les termes « agriculture » ou « secteur agricole » recouvre les productions végétales, animales, forestières et halieutiques ; il en est de même pour le terme « agriculteur ».
3 Source : PARM.

Table : Typologie des risques agricoles au Niger

Risques	Fréquence d'occurrence †		Gravité
Risques naturels	Sécheresse affectant les cultures	Elevée (0,35)	+++++
	Sècheresse affectant le bétail	Faible (0,1)	++++
	Criquets	Moyenne (0,2)	++++
	Parasites et maladies du bétail	Elevée (0,35)	+++
	Ravageurs et maladies des cultures	Elevée (0,4)	++
	Inondations	Moyenne (0,3)	++
Risque prix	Hausse des prix à la consommation	Moyenne (0,3)	++++
	Baisse des prix à la production	Faible (0,05)	++
	Volatilité des prix agricoles		
Risques macro	Instabilité politique au Niger et risque lié à la réglementation	Moyenne (0,2)	+++
	Taux de change Naira / FCFA	Moyenne (0,2)	++
	Chocs macroéconomiques au Nigeria	Faible	++
	Insécurité	Moyenne	+
	Conflits locaux	Elevée	+

Source : A partir de « Banque Mondiale, Evaluation des risques agricoles au Niger, 2013
† La fréquence d'occurrence est exprimée en année de réalisation de l'évènement indésirable. Une fréquence de 0,1 signifie que l'évènement se produit en moyenne une année sur dix.

Ces différents risques ne sont pas isolés les uns des autres et plusieurs types de relations peuvent exister entre eux : a) concrétisation simultanée de risques indépendants (par exemple, sécheresse et attaque généralisée de criquets) ; b) interdépendances entre plusieurs risques (par exemple, flambée des prix à la consommation liée notamment à une sécheresse) ; c) existence de chocs systémiques à l'échelle régionale (invasions acridiennes, sécheresse généralisée) et d) création d'un risque du fait de l'application d'une mesure de gestion d'un autre risque (par exemple, les ventes à prix modérés effectuées de manière inappropriée accentuent les risques de marchés des OPA).

Initiatives en faveur de la gestion des risques agricoles (GRA)

Stratégies des ménages, des communautés et des OPA

Les stratégies de réduction et d'atténuation (ou stratégies ex ante) des risques de production déployés par les agriculteurs sont nombreuses : utilisation de variétés adaptées aux conditions agro-climatiques, cultures associées (mil/sorgho avec niébé), intégration de l'élevage et des cultures, régénération des espaces boisés, pratique de l'irrigation, protection des cultures et des animaux contre les maladies, ... L'efficacité de ces stratégies est limitée notamment par le faible taux de couverture i) des dispositifs de conseil technique et économique aux producteurs et ii) des services financiers en milieu rural.

Les stratégies d'atténuation des risques liés aux prix mises en œuvre par les producteurs et leurs organisations sont moins nombreuses ; il s'agit principalement de : la constitution de stocks warrantés ; des investissements pour garantir une bonne préservation de la qualité des stocks ; l'organisation collective des producteurs i) renforcer leurs capacités de négociation vis-à-vis des acheteurs, ii) promouvoir leurs productions et iii) étaler les calendriers de production et de commercialisation afin d'éviter un engorgement des marchés et un effondrement des prix.

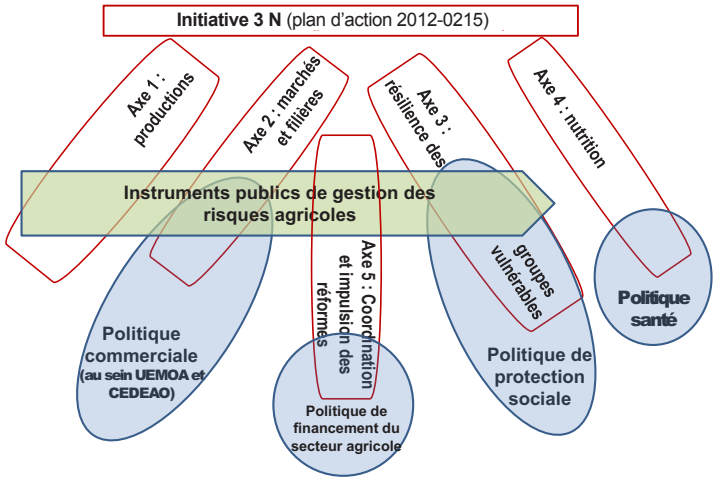
Les stratégies d'adaptation au risque (ou stratégies ex post) sont celles mises en œuvre en cas de difficulté ou crise alimentaire : implantation d'une culture plus tardive et à cycle plus court lorsque la culture principale a échoué ; réduction des dépenses non essentielles ; diminution de la diversité des aliments et, si les difficultés s'accentuent, du nombre de repas quotidiens ; augmentation de l'endettement à des taux usuraires ; pour les ménages pauvres et très pauvres, migration vers les zones (dans le pays ou à l'étranger) offrant des opportunités d'emploi saisonnier ; pour les ménages moyens et nantis, vente de bétail[4].

Instruments relevant du marché

A l'heure actuelle, le contexte économique et institutionnel national et régional ne réunit pas toutes les conditions propices à la mise en place d'instruments privés d'atténuation des risques telles que l'assurance agricole (pour les risques de production) et les bourses de marchandises (pour les risques prix).

4 Cette description des stratégies d'adaptation s'appuie sur les résultats des études « analyse économique des ménages » (AEM ou HEA en anglais) ; les catégories « très pauvres », « pauvres », « moyens » et « nantis » sont celles définies par ces études.

Figure : Relations entre les instruments publics de GRA et différentes politiques sectorielles



Source : Auteurs, à partir des documents de politiques publiques du Niger.
Légende : en rouge, l'Initiative 3N et ses quatre axes stratégies ; en bleu, les politiques sectorielles qui recouvrent des axes de l'Initiative 3N.

Politiques publiques

En 2012, le Gouvernement du Niger a adopté l'initiative « les Nigériens nourrissent les Nigériens » (Initiative 3N) dont l'objectif global est de « *contribuer à mettre les populations nigériennes à l'abri de la faim et leur garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et à l'amélioration de leurs revenus* »[5]. *De façon spécifique, elle vise à « renforcer les capacités nationales de production alimentaire, d'approvisionnement et de résilience face aux crises alimentaires et aux catastrophes* »[6]. Le schéma ci-dessous représente les recoupements entre la GRA et les différents domaines de l'action publique, dont ceux relevant directement de l'Initiative 3N.

Les politiques publiques, au premier rang desquelles l'Initiative 3N, cherchent à améliorer la GRA tant en termes d'atténuation que d'adaptation, en essayant de prendre en compte les multiples interdépendances qui existent entre les différents risques agricoles. Au cours des dernières années, du fait de la multiplication des crises alimentaires, une grande partie des financements (budget de l'Etat et aide extérieure) ont été consacrés à l'allègement de l'insécurité alimentaire conjoncturelle. Cependant, malgré la priorité donnée, depuis quelques années, au renforcement de la résilience, l'articulation entre les actions de court terme (réparation ex post des conséquences des risques de production, sécheresse principalement) et les actions de moyen – long terme (prévention ex ante de l'occurrence de la réalisation d'un évènement dangereux) est encore insuffisante.

Les risques liés à l'accès aux services financiers

Comparativement aux autres pays d'Afrique subsaharienne (et d'Afrique de l'Ouest), le Niger connaît un taux d'inclusion financière au Niger faible, en particulier pour les agriculteurs et éleveurs. Outre des facteurs structurels (niveau élevé des taux d'intérêt, manque de ressources stables), l'augmentation de l'accès aux services financiers en milieu rural se heurte à plusieurs contraintes, notamment :

- L'absence de mécanismes de couverture du risque de défaut de paiement (mécanismes de garantie, fonds de calamité).
- La faiblesse des sûretés (notamment foncière) que les emprunteurs peuvent présenter aux institutions financières.
- Le manque de connaissance du secteur agricole par la plupart des institutions financières.
- Les faibles compétences des emprunteurs en termes de gestion économique et de maîtrise technique des processus de production, stockage et transformation.

Pour lever les contraintes de financement du secteur agricole, la réponse la plus fréquente a été, jusqu'à une période récente, la mise en place de subventions, princip\alement dans le cadre de projets financés par l'aide extérieure. Ces dispositifs de subvention, qui créent souvent des effets d'aubaine, manquent d'une vision à long terme, ce qui limite leur impact et leur efficacité.

La mise en place, à l'heure actuelle, dans le cadre de la stratégie du Haut-Commissariat à l'Initiative 3N, du FISAN et de ses trois facilités vise à intégrer dans un cadre cohérent l'ensemble des outils de financement du secteur agricole. La Facilité 1 du FISAN devrait permettre un financement plus optimal des investissements des agriculteurs, à travers notamment le couplage entre le crédit et la subvention. Elle prévoit également la mise en place d'un dispositif de garantie des prêts aux agriculteurs, un mécanisme de bonification des intérêts et le refinancement des institutions financières à taux concessionnel. Par rapport aux instruments que l'Etat avait prévu de mettre en place au moment de la création de la BAGRI, en 2011, il manque pour l'instant la création d'un fonds de calamité agricole.

5 République du Niger, Haut-Commissariat à l'initiative 3N, Initiative 3N pour la sécurité alimentaire et le développement agricole durable, Cadre stratégique 2012-2015, p.2
6 Ibid.

Les risques liés à l'accès aux marchés

Le degré d'ouverture sur le marché des populations rurales s'est nettement accru au cours des vingt dernières années et il est beaucoup plus important qu'on ne le pense généralement. Cette insertion au marché se manifeste à travers la commercialisation d'une fraction de la production, la vente d'une partie de la force de travail familiale à certaines périodes de l'année et l'achat d'une partie de l'alimentation. Les stratégies d'insertion aux marchés sont différenciées selon les régions, les modes d'organisation sociaux et le degré de richesse relatif des ménages. De ce fait, les risques de marché constituent un enjeu de plus en plus important pour l'ensemble des agriculteurs et éleveurs nigériens.

Les produits les plus concernés par les risques de marché sont le bétail (source fondamentale de revenus monétaires) et les céréales (principal poste de dépense alimentaire des ménages ruraux). Pour ce qui est des céréales, la gestion des risques de marché doit prendre en compte i) le rôle directeur de certains marchés dans la formation des prix à la fois en termes spatial et temporel et ii) le poids important des échanges avec le Nigeria, le marché nigérian étant la principale variable d'ajustement des excédents / déficits du marché céréalier nigérien. Pour ce qui est du bétail, le Nigéria joue également un rôle très important, à la fois en tant qu'espace d'accueil d'une partie des circuits de transhumance et en tant que premier client des exportations nigériennes. Les acteurs du commerce entre le Niger et les pays de la région (dont le volume est structurellement sous-estimé par les statistiques douanières) se heurtent à la multiplicité des taxes informelles et, à certaines périodes, à des mesures unilatérales de fermeture des frontières ; ces pratiques sont contraires aux règlements adoptés par la CEDEAO et l'UEMOA.

Les initiatives prises par les organisations de producteurs en matière de warrantage ou de commercialisation groupée sont assez souvent perturbées par les ventes à prix modéré, effectuées par le Gouvernement dans le cadre de la politique de gestion de l'insécurité alimentaire conjoncturelle. Par ailleurs, le développement du warrantage des céréales est freiné par plusieurs facteurs, dont la réticence des producteurs à placer leurs stocks en tierce détention.

L'action de l'Initiative 3N dans le domaine de la commercialisation a, jusqu'à présent, surtout porté sur la réalisation d'infrastructures : marchés, magasins de stockage, pistes rurales, … Il s'agit donc d'interventions visant à faciliter les arbitrages dans le temps (choix des moments d'achat et de vente) et dans l'espace (choix des lieux d'achat et de vente) afin de rendre les opérateurs économiques plus réactifs aux prix et, ainsi, de réduire la volatilité de ceux-ci. Dans le cadre des pôles de développement économique, plusieurs projets cherchent à combiner la réalisation de telles infrastructures avec le développement de de la contractualisation au niveau notamment des OP, d'une part, et l'accès aux services financiers, d'autre part.

L'accès à l'information sur les risques agricoles

Il existe plusieurs dispositifs publics d'information ayant un lien, direct ou indirect, avec la GRAet couvrant les variables principales : production, prix, vulnérabilité des ménages, … Ceci est un atout pour l'amélioration de la GRA au Niger. Cependant, ces dispositifs présentent plusieurs points faibles, en particulier : i) leur faible viabilité financière, l'aide extérieure jouant jusqu'à présent un rôle prépondérant dans leur financement ; ii) des chevauchements entre certains dispositifs et iii) des disparités dans les méthodes utilisées, notamment en matière d'analyse de la vulnérabilité.

Les OPA déploient plusieurs stratégies de collecte et de diffusion des informations pour la gestion des risques de marché. Les faîtières utilisent les informations prix du SIMA mais aussi, et surtout, leurs propres dispositifs de collecte et de diffusion des informations. Ces dispositifs sont cependant insuffisamment relayés au niveau des organisations de base, qui, dans la plupart des cas, doivent se contenter des renseignements fournis par ceux de leurs membres ayant fréquenté un marché. Ce système traditionnel expose les petits producteurs à la dépendance des prix fournis par les commerçants, dont le pouvoir en termes de négociation reste toujours dominant sur celui des consommateurs et des producteurs. Les organes multimédias et les compagnies de téléphones représentent un facteur non négligeable dans la retransmission des informations, qui peuvent renforcer non seulement la diffusion des données du SIMA mais aussi servir des véritables instruments de gestion des risques prix.

Concernant l'information sur les services financiers, seules certaines organisations faitières y ont réellement accès. Les organisations de base sont très peu nombreuses à disposer d'informations sur les produits de crédit agricole proposés par les institutions financières.

Pistes pour la poursuite des activités de PARM au Niger

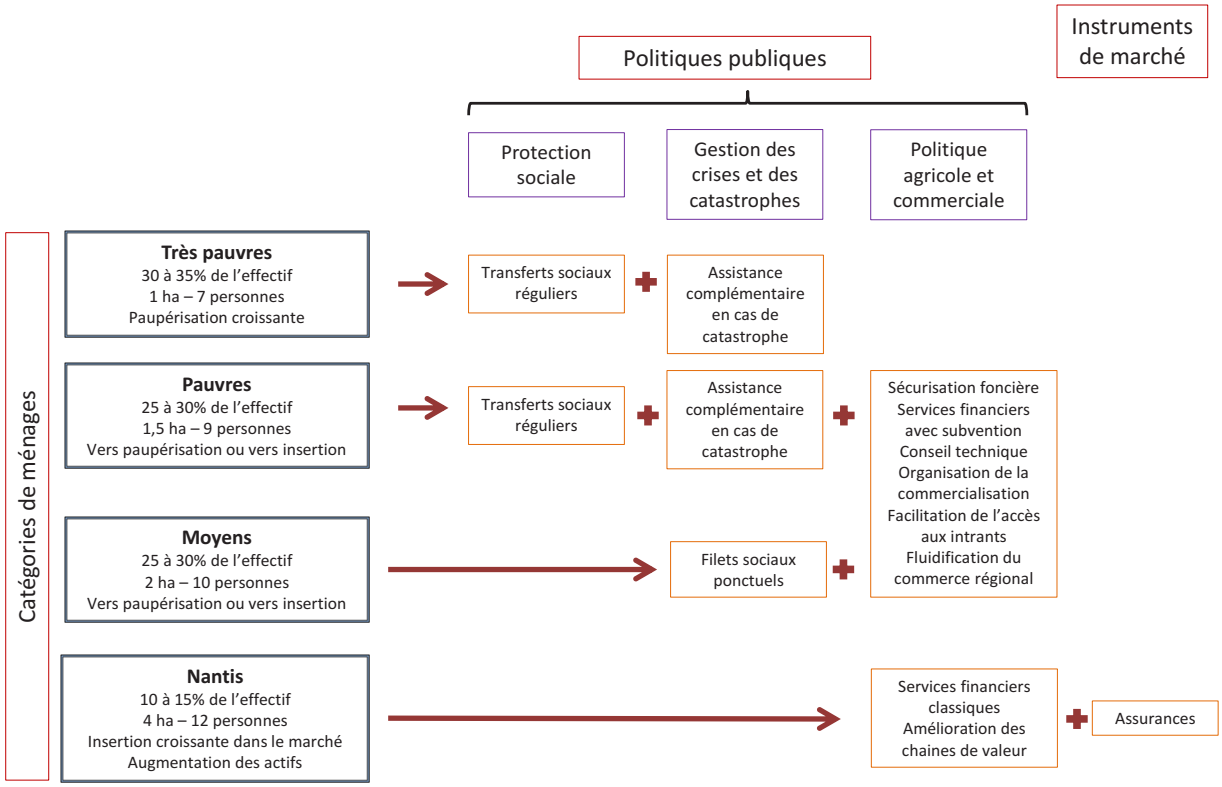
a. La GRA comme lien entre les actions de court terme et les actions de long terme en matière de réduction de l'insécurité alimentaire :

Etant donné le caractère structurel de l'insécurité alimentaire de la majorité des ménages ruraux nigériens, il s'avère nécessaire de renforcer le lien entre i) les politiques relatives à l'insécurité alimentaire conjoncturelle, ii) les politiques de développement agricole, iii) les politiques commerciales et iv) les politiques de protection sociale[7]. Cette recherche de cohérence / complémentarité entre différents volets de l'action publique doit tenir compte de la diversité des problématiques selon les catégories socio-économiques des ménages (cf. schéma ci-dessous).

Cette schématisation est à considérer dans une perspective dynamique : au fil du temps, les interventions publiques devraient permettre à un certain nombre de ménages de renforcer leurs capacités productives et d'améliorer leur situation socio-économique.

7 En particulier, les transferts sociaux (appelés également filets sociaux dans certains cas) qui visent à renforcer de manière durable et structurelle la résilience des groupes les plus vulnérables par une amélioration de leur consommation alimentaire, une protection accrue contre les chocs et un renforcement de leurs capacités productives.

Figure : Complémentarité entre les différentes politiques de réduction de l'insécurité alimentaire



Source : Auteurs. Adaptation des travaux de B. Seydou et R. Blein pour Oxfam (2012, non publiés)

Dans cette perspective, les instruments de GRA peuvent jouer un rôle de lien entre les interventions centrées sur l'insécurité alimentaire conjoncturelle et celles visant à intervenir sur les causes de l'insécurité alimentaire structurelle.

b. Appui à la définition d'une stratégie en matière de statistiques agricoles et d'analyse des risques au niveau des ménages:

Les insuffisances des statistiques disponibles sur la situation socio-économique des agriculteurs nigériens hypothèquent la pertinence et l'efficacité des actions publiques en matière de GRA. La définition et la mise en œuvre d'une stratégie renouvelée de production de connaissances sur le secteur agricole s'avère donc nécessaire. En plus des variables habituellement couvertes (rendements, superficies, prix, ...), cette stratégie devrait inclure le suivi régulier d'un échantillon représentatif de ménages d'agriculteurs afin de pouvoir i) quantifier les processus de différenciation socio-économique en cours, ii) estimer la gravité des risques pour chacune des catégories et iii) évaluer les effets et impacts des mesures publiques en faveur d'une meilleure gestion des risques agricoles.

c. Soutien à la mise en œuvre et au suivi/évaluation des instruments de financement de l'agriculture, relevant de la facilité 1 du FISAN :

Les instruments de financement faisant partie de la facilité 1 du FISAN constituent potentiellement une opportunité importante pour permettre aux agriculteurs d'accéder plus facilement aux services financiers et, de ce fait, atténuer un certain nombre de risques auxquels ils sont confrontés. Afin de contribuer à l'aboutissement de la mise en place de la facilité 1 du FISAN, il est proposé :

- D'étudier les mécanismes permettant d'adapter les conditions d'octroi de crédit en fonction de la situation économique des agriculteurs. Cette étude examinerait notamment la faisabilité de conditions de crédit « douces » (via la bonification des intérêts, par exemple) pour les ménages de la catégorie des « moyens » qui, ayant bénéficié de transferts monétaires réguliers, ont consolidé leur résilience sans pour autant être en mesure d'être éligible à un crédit aux conditions du marché.
- D'étudier la faisabilité d'un fonds « calamité agricole », permettant aux agriculteurs de pouvoir rembourser les crédits en cas de choc de production touchant toute une zone de production.

d. Favoriser la capitalisation et l'extension des initiatives (publiques ou collectives) relatives à la gestion des risques de marché :

Afin de renforcer les initiatives prises pour atténuer les fluctuations saisonnières des prix (qui constituent le principal risque prix), il est proposé :

- D'étudier la manière dont les mécanismes prévus dans le cadre de la Facilité 1 du FISAN (notamment le financement à taux concessionnel des institutions financières et les outils de garantie) pourraient être déployés à moyen terme (2 ans) en faveur du warrantage.
- De soutenir l'implication des administrations nigériennes et des acteurs des filières dans les initiatives régionales en faveur d'une

élimination progressive des taxes informelles qui entravent le commerce régional de produits agricoles, et une applications plus effective des mesures de facilitation du commerce prévue par la CEDEAO et l'UEMOA.

- De dresser un bilan des actions (banques aliments du bétail, enrichissement des résidus de culture en urée, ...) susceptibles de permettre aux éleveurs de conserver leurs animaux lors des périodes de sécheresse sans avoir à les brader.

En dehors du risque prix, les agriculteurs sont confrontés à plusieurs risques de commercialisation. Pour contribuer à une meilleure gestion de cette catégorie de risques, il serait utile de soutenir la capitalisation i) des innovations en matière d'amélioration du stockage des produits périssables telles que le stockage sur claie de l'oignon ou l'utilisation de sacs PICS (triple épaisseur) pour le niébé ; ii) des expériences de commandes groupées d'intrants agricoles ou d'intrants vétérinaires.

e. Créer les conditions d'un meilleur accès à l'information (sur les marchés et sur les services financiers) des OP de base :

Les organisations de producteurs à la base disposent d'informations très parcellaires sur les conditions de commercialisation de leur production (prix et qualité sur les marchés finaux). Pour contribuer à remédier à cette asymétrie d'information entre les producteurs et les commerçants, il serait utile de procéder à un état des lieux des expériences des OPA en matière de collecte / analyse / diffusion de l'information sur les marchés. Un tel exercice mettrait notamment l'accent sur i) la complémentarité entre les différents canaux utilisés : téléphones mobiles, radios communautaires, bulletins écrits, bourses physiques, ... et ii) la complémentarité entre les dispositifs d'information mis en place par les OPA et les dispositifs publics (SIMA et SIM bétail).

D'autre part, les OP de base ont en général très peu d'informations sur les produits et services proposés par les institutions financières (banques et SFD). Dans ce contexte, il serait utile d'encourager une concertation entre les OPA et les institutions financières en vue d'un meilleur accès des producteurs à l'information sur les services financiers.

Risk Assessment

Niger

Profil des risques agricoles

Quelles sont les conclusions principales?

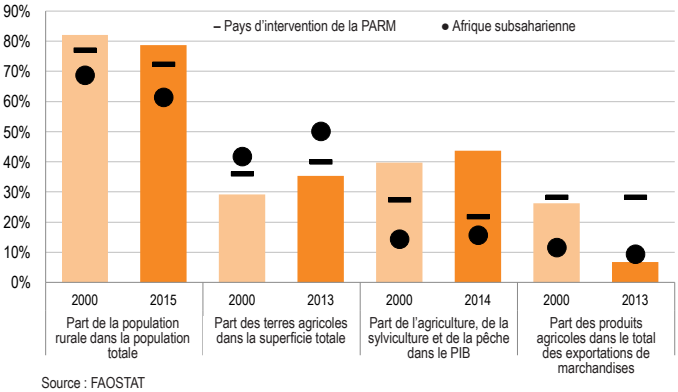
- D'après l'analyse effectuée, les risques liés à la production sont à la fois plus fréquents et plus graves que les risques associés au prix à la production.
- Les températures grimpent, de même que le nombre de mois humides.
- Le climat est très sec et la réduction des précipitations a des répercussions importantes sur la production.
- Les cultures les plus touchées par les pertes de production sont les graines de sésame, les tomates, le riz et les pommes de terre.
- Les légumes, les graines de sésame et le riz sont les cultures les plus exposées aux risques liés au prix à la production.
- Les risques liés au prix des intrants sont susceptibles d'être élevés.
- La stabilité politique s'est nettement détériorée depuis 2000.

Qu'est-ce qu'un risque agricole?

Les risques agricoles se définissent comme des événements incertains qui entraînent des pertes financières importantes et d'autres conséquences négatives pour les agriculteurs. Ils se différencient des contraintes, qui sont prévisibles, ainsi que des restrictions constantes. Les risques peuvent avoir des effets négatifs sur l'emploi rural et les ressources, accroître l'insécurité alimentaire et entraîner des investissements inefficaces de la part des secteurs privé et public. Le profil des risques fournit une analyse quantitative de haut niveau de certains risques donnés. Il s'appuie pour cela sur une méthode commune et des informations facilement accessibles. L'utilisation de moyennes nationales annuelles empêche l'observation des variations locales et saisonnières, ce qui peut entraîner une sous-estimation des risques liés à la production par rapport aux risques associés au prix à la production. La portée de l'analyse est également limitée par l'absence de données sur les produits animaux et leurs prix à l'échelle locale. De plus, l'Indice mondial de la compétitivité ne contient aucune donnée sur le Niger. L'évaluation détaillée des risques nationaux nécessitera une étude beaucoup plus approfondie.

Quel rôle joue l'agriculture?

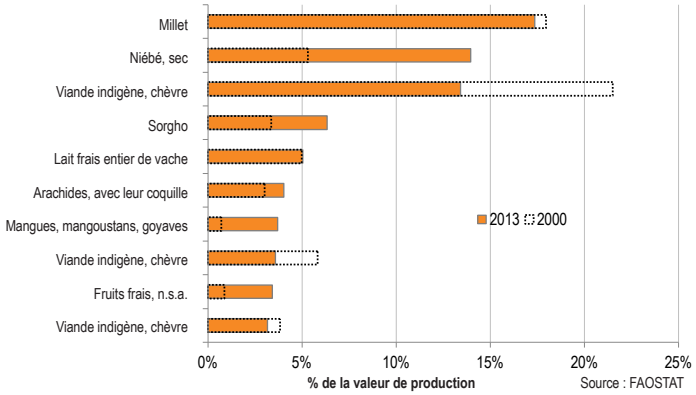
Près de 80 % de la population totale (20 millions d'habitants) vit aujourd'hui en zone rurale. Ce pourcentage est supérieur aux moyennes pour l'Afrique subsaharienne et les pays d'intervention de la PARM. Bien qu'occupant une superficie moins importante et représentant une part moins importante des exportations que la moyenne africaine, l'agriculture contribue largement au PIB national.



Source : FAOSTAT

Quels sont les produits les plus importants?

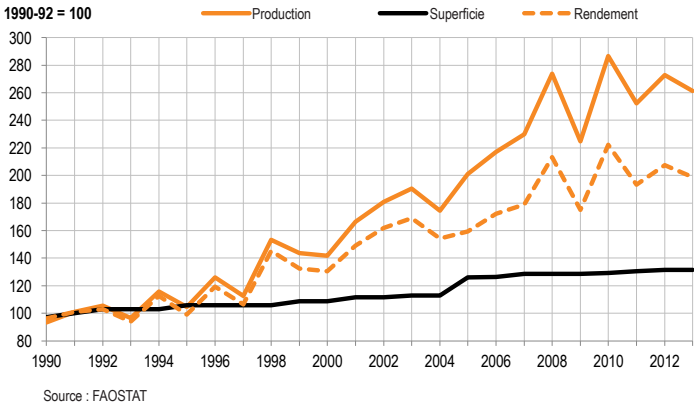
Le millet, le niébé et la viande de bœuf sont les trois produits les plus importants dans le pays. Les dix premiers produits représentaient 74 % de la production en 2013, les cultures s'élevant à 64 %. Les cultures gagnent en importance par rapport aux produits animaux, notamment la viande de bœuf.



Source : FAOSTAT

Comment le secteur évolue-t-il?

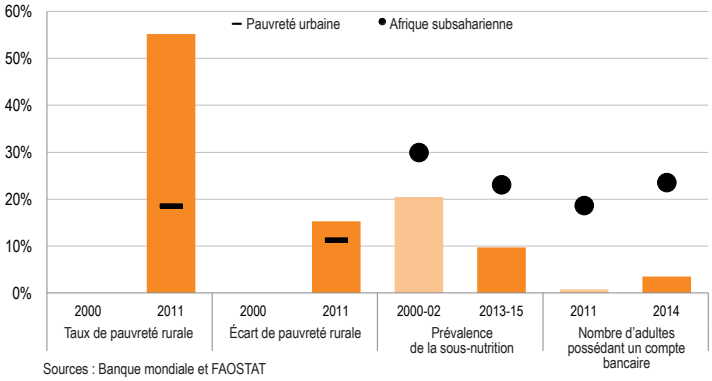
Entre 1990 et 2013, la production agricole a augmenté de 160 %. Ceci s'explique par la hausse des récoltes et la multiplication de la superficie totale consacrée à l'agriculture. On observe toutefois d'importantes variations annuelles des récoltes moyennes. La production végétale a augmenté deux fois plus rapidement que la production animale (taux annuels respectifs de 8 et 4 %).



Source : FAOSTAT

À quel point la population est-elle vulnérable aux risques?

Plus de 55 % de la population rurale vit en situation de pauvreté, contre seulement 20 % dans les zones urbaines, même si l'écart de pauvreté moyen est relativement similaire. La prévalence de la sous-nutrition a chuté et demeure relativement faible. Le nombre de personnes possédant un compte bancaire est également très faible.



Sources : Banque mondiale et FAOSTAT

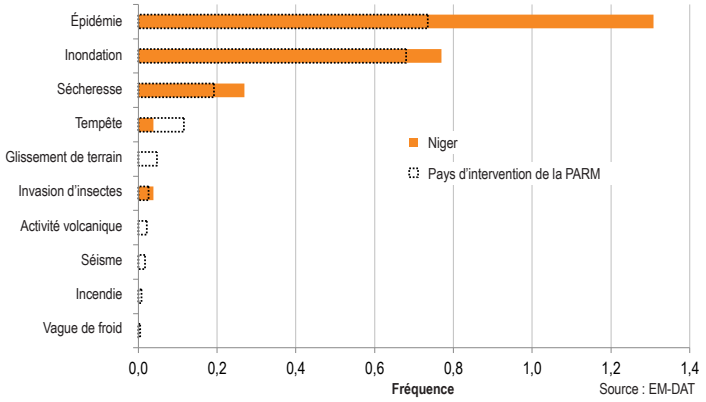
Risques en matière de production

Qu'est-ce qu'un risque en matière de production?

Un grand nombre de risques peuvent peser sur la production agricole. Citons par exemple les phénomènes climatiques (p. ex., sécheresses, inondations et cyclones), l'apparition de nuisibles et d'épidémies, et les dommages causés par les animaux, les tempêtes ou les incendies. L'étendue spatio-temporelle de ces événements peut varier considérablement. Les risques en matière de production sont généralement liés à une baisse du rendement, mais peuvent également toucher la qualité des produits.

À quelle fréquence se déclarent les catastrophes majeures?

Au cours de la période 1990-2015, les épidémies constituaient la catastrophe la plus récurrente au Niger. Le pays est touché par une inondation quasiment chaque année, soit un nombre quatre fois plus élevé que les sécheresses. Le pays a également enregistré une importante tempête, ainsi qu'une invasion d'insectes.

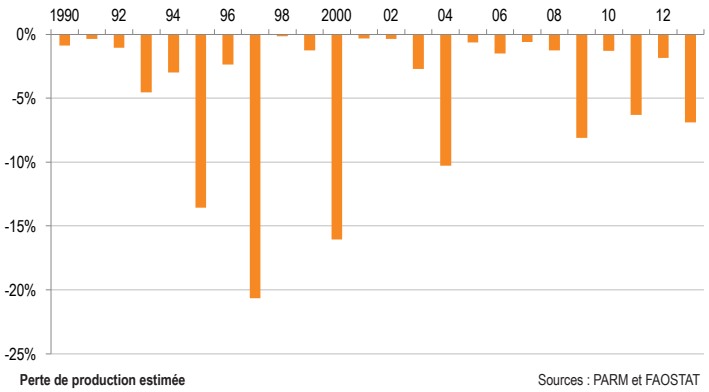


Quels effets probables aura le changement climatique à l'avenir?

Le 5e rapport d'évaluation du GIEC conclut que les températures terrestres en Afrique devraient augmenter plus vite que la moyenne mondiale, principalement dans les régions les plus arides. L'Afrique de l'Ouest tropicale, y compris le Niger, est également considérée comme une zone sensible, les températures pouvant augmenter de 3 à 6°C par rapport aux données de référence du 20e siècle. Les prévisions concernant la modification des cycles de précipitations en Afrique subsaharienne, y compris l'Afrique de l'Ouest, sont incertaines compte tenu de la complexité de la topographie du continent. Il convient d'effectuer des recherches plus approfondies. La hausse des températures et la variation des précipitations devraient réduire la productivité des cultures céréalières, et pourraient avoir des effets négatifs sur les cultures pérennes de grande valeur. Les pressions exercées sur les cultures et le bétail par les nuisibles, les mauvaises herbes et les maladies devraient augmenter.

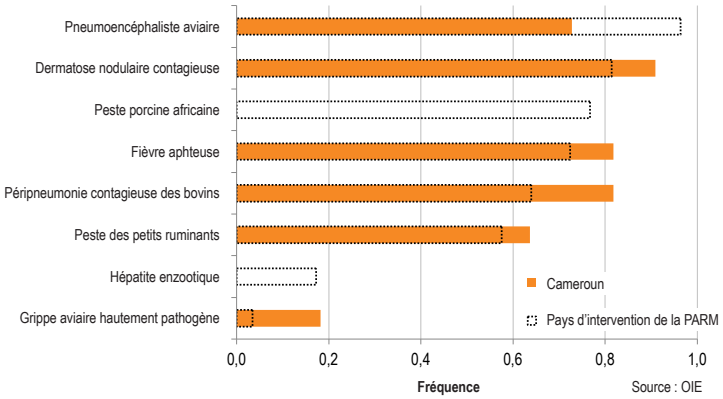
Le risque a-t-il évolué au fil du temps?

Le calcul du total de la valeur annuelle des pertes de production pour les 12 cultures étudiées fournit un profil des risques en matière de production pour la période concernée. Les pertes de production annuelles ont atteint 6 % en moyenne (fourchette de 0 à 21 %). Des pertes de production plus importantes que la moyenne ont lieu à peu près tous les trois ans.



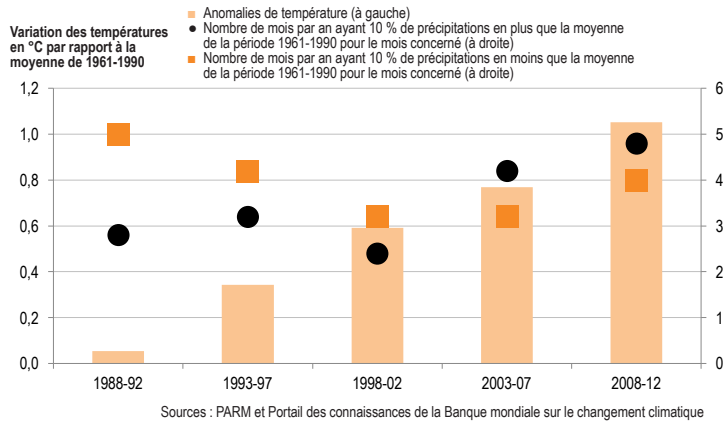
Quelles maladies animales touchent le pays?

Aucune des huit maladies animales analysées au cours de la période 2005-2015 ne peut être considérée comme endémique au Niger. Deux n'ont jamais été signalées dans le pays, ou ont été signalées absentes. Les six autres ont progressivement disparu ou se sont limitées à une localité en particulier.



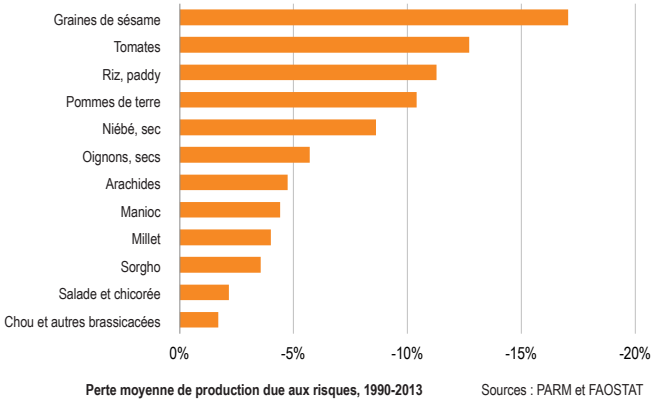
Les anomalies météorologiques sont-elles en hausse?

Les températures sont en hausse, la moyenne sur la période 2008-2012 étant 1°C plus élevée qu'au cours de la période 1961-1990. Le régime des pluies ne semble pas avoir évolué, même si l'on observe une augmentation du nombre de mois plus humides que la moyenne.



Quelles sont les cultures les plus exposées?

Les cultures les plus touchées par les pertes de production sont les graines de sésame, les tomates, le riz et les pommes de terre. Plus de 10 % de la production de ces cultures étaient concernées par les pertes annuelles de production, mais ce taux a atteint près de 30 % en moyenne tous les deux-trois ans pour les tomates.



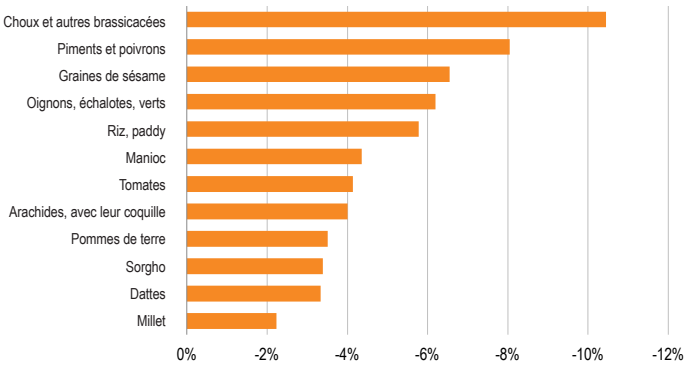
Risques liés au marché

Qu'est-ce qu'un risque lié au marché?

Les risques liés au marché se définissent comme des problèmes affectant le prix et la disponibilité des produits et des intrants. Les marchés de produits peuvent être caractérisés par un degré élevé de volatilité causée par l'évolution de l'offre et de la demande locales et mondiales. Les producteurs se préoccupent de la baisse des prix (qui réduit leurs revenus); les consommateurs s'inquiètent quant à eux de la hausse des prix (qui augmente leurs dépenses). La volatilité des taux de change, qui peut avoir une incidence sur le prix des produits et des intrants, représente un autre risque lié au marché.

Quels produits sont les plus exposés au risque?

Au cours de la période 1993-2012, certains légumes, les graines de sésame et le riz ont été les cultures les plus touchées par les risques liés aux prix des produits. La perte annuelle moyenne de prix de ces produits s'élevait à plus de 5 %, avec des pertes moyennes de 40 % tous les quatre ans pour les choux.



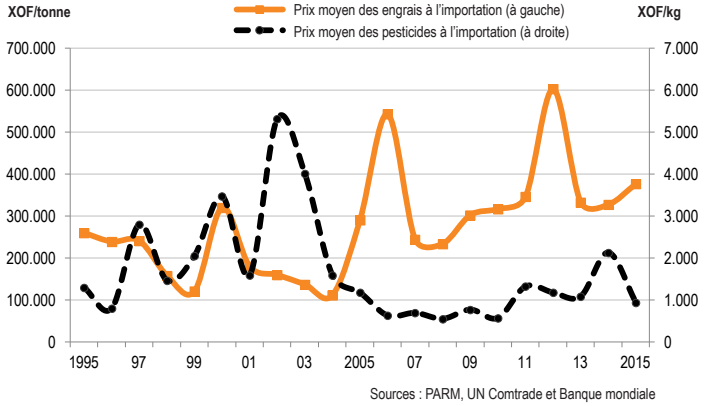
Taux de perte annuelle moyenne du prix attendu, 1993-2012 — Sources : PARM et FAOSTAT

Comment les risques temporels et liés aux produits sont-ils estimés dans le présent profil?

Les estimations indicatives des risques liés aux prix à la production et des risques liés aux prix des produits sont calculées de la même façon. Un seuil de perte de 0,33 fois la déviation standard en dessous de la valeur tendancielle du rendement ou des prix est calculé afin de fixer un seuil de référence permettant d'identifier les pertes dues aux risques liés à la production et aux marchés. La valeur des risques spécifiques liés aux produits est obtenue après multiplication de la perte moyenne de rendement ou de prix en deçà du seuil par la fréquence de ces pertes, ce qui permet d'obtenir des ratios moyens de pertes de production et de prix. Ce calcul est effectué pour les 12 cultures et produits animaux les plus importants pour lesquels des données sont disponibles. Pour calculer le profil de risque au fil du temps, les pertes individuelles des produits végétaux pour chaque année sont additionnées.

Quelle est la variabilité des prix des intrants?

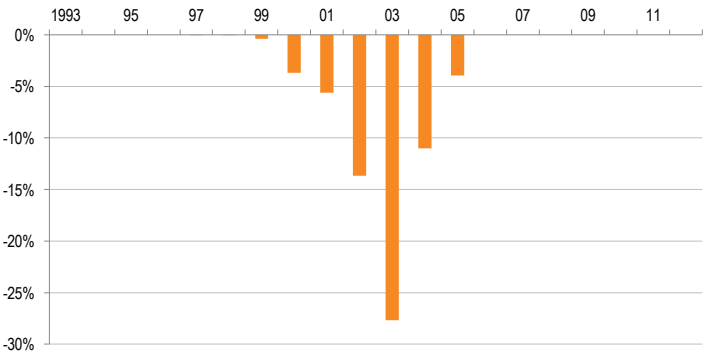
Les variations des prix moyens annuels à l'importation suggèrent que les agriculteurs sont confrontés à des risques liés aux prix des intrants. Depuis 1995, les prix à l'importation des pesticides et des engrais ont augmenté d'au moins 15 % ou plus tous les trois ans. Les prix ont plus que doublé à plusieurs reprises.



Sources : PARM, UN Comtrade et Banque mondiale

Le risque lié au prix a-t-il évolué au fil du temps?

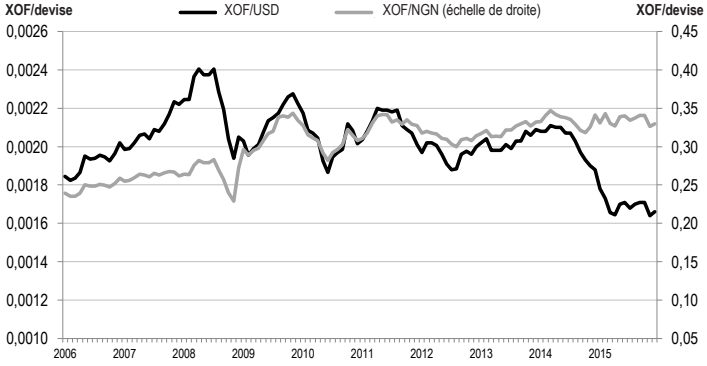
Le total des pertes estimées de revenus dues aux risques liés aux prix des produits végétaux fournit un profil indicatif des risques liés pour la période. La perte annuelle moyenne s'élève à 3 %. La perte de revenus liés aux 12 cultures survenue en 2003 en raison d'une production plus importante et de prix plus faibles a été estimée.



Perte de revenus estimée — Sources : PARM et FAOSTAT

Existe-t-il un risque lié aux taux de change?

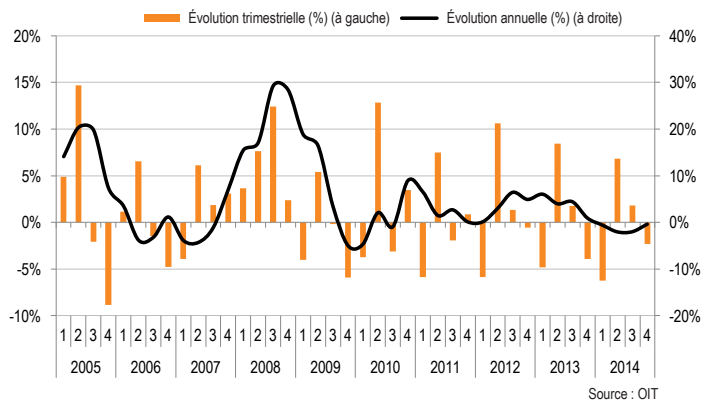
La devise du Niger, le franc CFA ouest africain (XOF), est rattachée à l'euro à un taux fixe. Le XOF a peu fluctué par rapport au dollar US (USD) depuis 2006. Toutefois, il s'est apprécié face au naira nigérian. Or, le Nigéria représente un important marché d'exportation de produits animaux.



Source : OANDA

Les prix des aliments varient-ils pour les consommateurs?

Au cours de la période 2005-2014, la composante alimentaire de l'indice des prix à la consommation a enregistré une augmentation annuelle moyenne de 6 %. Le taux annuel le plus élevé, 30 %, a été enregistré en septembre 2008. Les prix augmentent plus lentement depuis 2010, mais sont plus fluctuants.



Source : OIT

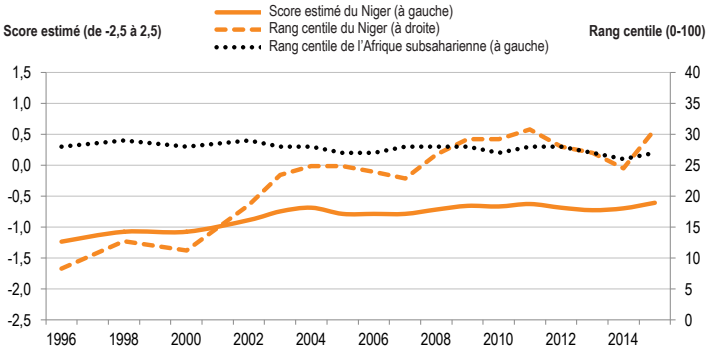
Risques au niveau macro

Qu'est-ce qu'un risque au niveau macro ?

Les risques au niveau macro concernent les changements imprévus touchant l'environnement économique général dans lequel s'inscrit le secteur agricole. Il peut s'agir de modifications des réglementations commerciales ou politiques, de l'adoption de nouvelles politiques fiscales et monétaires, de restrictions au commerce extérieur, d'une instabilité politique, d'actes de corruption, d'un conflit régional ou de troubles intérieurs.

Le gouvernement est-il efficace ?

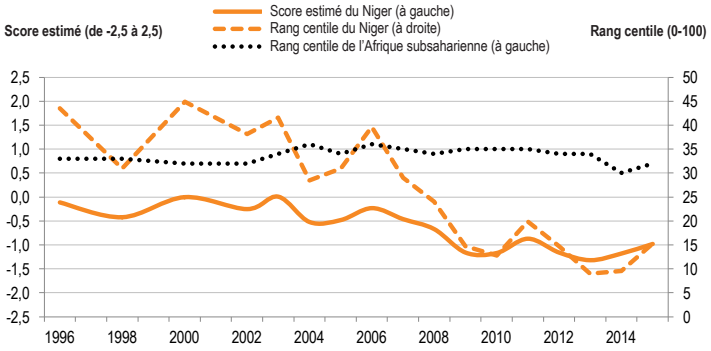
L'indice d'efficacité de la gouvernance pour le Niger a nettement augmenté depuis 1996. Avant 2000, le Niger se classait parmi les 10 % de pays les moins bien cotés. Il s'est progressivement élevé dans le classement, pour atteindre la moyenne africaine d'environ 30.



Source : Indicateurs de gouvernance mondiaux, Indice mondial de la compétitivité

L'environnement politique est-il stable ?

Le Niger obtient un score globalement inférieur à la moyenne pour l'Afrique subsaharienne en ce qui concerne l'indice relatif à la stabilité politique et à l'absence de violence. Son classement s'est nettement détérioré depuis 2000, passant d'un rang centile de 45 à 15.



Source : Indicateurs de gouvernance mondiaux

Évaluation générale des risques

Procédure suivie par la PARM

Dans le cadre de la procédure mise en place par la PARM, une évaluation détaillée des risques est effectuée en partenariat avec le NEPAD et le gouvernement africain concerné. Ce processus rigoureux de consultation débouche sur la rédaction d'un rapport d'évaluation des risques par des experts internationaux et locaux, suivi d'un atelier national de validation auquel participent les parties prenantes concernées, telles qu'agriculteurs et représentants d'entreprises du secteur privé et du gouvernement. Les risques (p. ex. sécheresse, attaques d'insectes, etc.) y sont détaillés.

La Banque mondiale a effectué une évaluation des risques agricoles au Niger en 2013. Les sécheresses étaient considérées comme le risque principal, suivies de près par les invasions acridiennes, qui représentaient un risque grave et fréquent. Le nombre d'inondations augmente, mais elles ne représentent pas un risque grave. La volatilité des prix alimentaires représente une préoccupation importante pour les consommateurs. L'instabilité politique constitue elle aussi un risque majeur, qui donne lieu à une volatilité des financements du secteur agricole.

Quels sont les principaux risques agricoles ?

D'après l'analyse effectuée, les risques généraux liés à la production sont plus importants que les risques associés au prix des produits. Les pertes de production associées aux risques de production sont plus fréquentes et plus graves, tant en termes moyens que dans le pire cas de figure imaginé, que celles relatives aux risques liés aux prix des produits.

RISQUE	VARIABLE	FRÉQUENCE MOYENNE	GRAVITÉ MOYENNE	PIRE CAS DE FIGURE
PRODUCTION	SCORE BRUT	0.33	-17%	-40%
	NIVEAU DE RISQUE	● ÉLEVÉ	● MOYEN	● ÉLEVÉ
PRIX DES PRODUITS	SCORE BRUT	0.30	-14%	-28%
	NIVEAU DE RISQUE	● ÉLEVÉ	● FAIBLE	● MOYEN

Quels rapports existe-t-il entre les risques ?

La gestion des risques agricoles est particulièrement problématique, de nombreux risques pouvant être fortement corrélés, ce qui peut avoir des répercussions sur des communautés entières. Les effets généralisés sur les rendements ayant un impact significatif sur l'approvisionnement du marché peuvent se répercuter durement sur les prix. Les sécheresses illustrent parfaitement le problème de l'effet boule de neige des risques : elles favorisent l'apparition de nuisibles et de maladies (multiplication des risques liés à la production), entraînent un pic des prix des aliments (risques liés au marché) et stimulent les conflits relatifs à l'eau et aux pâturages (risques au niveau macro).

Qu'est-ce que la PARM ? La Plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM), née des discussions du G8 et du G20 sur la sécurité alimentaire et la croissance agricole, est un partenariat multidonateurs sur quatre ans dans le cadre duquel des pays en développement et leurs partenaires de développement s'attachent à intégrer pleinement la gestion des risques dans la planification et la mise en œuvre des politiques dans le secteur agricole. À cette fin, la PARM procède à l'évaluation des risques et des outils, et favorise le dialogue politique et le renforcement des capacités.

PARM Secretariat International Fund for Agricultural Development (IFAD)

Via Paolo di Dono 44 - 00142 Rome (Italy) parm@ifad.org www.p4arm.org @parminfo

PARM
PLATFORM FOR
AGRICULTURAL RISK
MANAGEMENT

3. Trouver les outils

Tools Assessment

Niger

Systèmes d'information pour la gestion des risques agricoles (SI-GRA)

Note de politique

Octobre 2016

Messages principaux

1. Les dommages à la production causés par les inondations, les sécheresses, les épidémies et les tempêtes sont les risques les plus fréquents et les plus graves touchant le secteur agricole du Niger – un pays au climat très sec.

2. À l'heure actuelle, les institutions fournissant des informations sur les risques agricoles sont les suivantes : l'INS[1], la DMN[2], le SIMA[3], l'INRAN[4] et RECA-Niger[5]. Les informations provenant de certains de ces systèmes sont représentatives sur le plan géographique et suffisent à l'analyse des risques.

3. However, there is restricted access and inadequate information on thematic areas of plant health, commodity stock and policies. Early warning systems are very weak, and communication channels are poorly developed.

4. An enhanced information system in Niger would require coordination between national systems (typically INS, DMN and INRAN), improve communication and early warning systems, and public-private partnerships to improve access.

Contexte

En octobre 2016, la Plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM) a finalisé une étude d'évaluation des **Systèmes d'information pour la gestion des risques agricoles (SI-GRA)** dans sept pays d'Afrique subsaharienne réalisée par CEIGRAM/VISAVET. Les informations relatives à sept domaines thématiques (voir le tableau 1) propres à la gestion des risques agricoles ont été évaluées et systématiquement cotées : météorologie, climat et sols; imagerie satellite et communication; prix des produits, des intrants et marchés; production, récoltes et santé végétale; santé animale et humaine; politiques; et informations socio-économiques et sectorielles. La présente note de politique souligne les forces et les faiblesses des systèmes d'information identifiés dans le rapport sur les SI-GRA du Niger, ainsi que les recommandations émises à leur égard.

D'après le profil des risques 2016 établi par la PARM pour le Niger, les risques pour la production liés aux épidémies, aux sécheresses et aux inondations sont plus fréquents et plus graves que les risques liés au marché/aux prix. Le Niger a été particulièrement affecté par les épidémies entre 1990 et 2015, et le pays est en proie presque tous les ans à d'importantes inondations, qui sont près de quatre fois plus fréquentes que les sécheresses. Des vagues de sécheresse sont enregistrées tous les 2 à 3 ans. Certains cas rares de tempêtes et d'invasions d'insectes ont également été signalés dans le pays. Les pertes moyennes de production concernant les douze cultures principales du pays s'élèvent à près de 6 % pour la période 1990-2013, mais ont connu des pics allant jusqu'à 21 % certaines années. Les quatre cultures les plus touchées sont les graines de sésame, les tomates, le riz paddy et les pommes de terre. Ces difficultés affectent non seulement les agriculteurs pauvres des zones rurales, mais ont également des répercussions sur le gouvernement national, en raison du manque d'informations permettant autrement d'alimenter les initiatives de préparation et de gestion des catastrophes.

Sources et systèmes d'information existants

Le Niger possède plusieurs systèmes d'information relatifs à la gestion des risques agricoles (tableau 1). Certains fournissent des informations sur un seul domaine thématique de la gestion des risques agricoles : c'est le cas notamment de la DMN (météorologie et climat), de RECA-Niger (prix des produits et marchés) et du ministère de l'Élevage (santé animale et humaine). Seuls deux systèmes (l'INS et l'INRAN) fournissent des informations intégrant plusieurs domaines thématiques relatifs aux risques agricoles. L'INS est le principal organe statistique du pays. Il possède des informations facilitant la gestion des risques agricoles sur la météorologie et le climat, la santé animale et humaine, le prix des produits et les marchés, et les questions socio-économiques. L'INS est notamment chargé de la coordination des systèmes statistiques nationaux et de la centralisation des données provenant des départements compétents. L'INRAN est un institut de recherche agricole typique, doté de centres éparpillés sur le territoire national. Il fournit des informations scientifiques et techniques à des fins d'amélioration des connaissances et d'élaboration d'inventaires contribuant aux politiques agricoles. L'INRAN possède des données et informations pertinentes sur la météorologie, les niveaux de production agricole et les récoltes, mais son site Internet est rarement mis à jour et ne fournit pas, par conséquent, les informations les plus récentes.

1 Institut National de la Statistique (INS).
2 Direction de la Météorologie Nationale (DMN).
3 Système d'information sur les marchés agricoles (SIMA).
4 Institut National de la Recherche Agronomique du Niger (INRAN).
5 Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger (RECA).

Etude realisée par: Centre de recherche pour la gestion des risques agricoles et environnementaux (**CEIGRAM**), Un centre de recherche de l'Université Politécnica de Madrid, en Espagne; **VISAVET**, Centre de surveillance de la santé, centre de recherche de l'Université Complutense de Madrid, Espagne.

Tableau 1 : systèmes d'information relatifs aux domaines thématiques de la gestion des risques agricoles au Niger

Types de systèmes d'information	Domaines thématiques de la gestion des risques agricoles						
	Météorologie, climat et sols	Imagerie satellite et communication	Prix des produits de base, disponibilité des intrants et marchés	Niveau de production, récoltes et santé végétale	Santé animale et humaine	Politique	Informations socio-économiques et sectorielles
National	DMN / INRAN / INS		INS / SIMA / RECA-Niger	INRAN / INS	INS / Ministère de L'Elevage / Ministère de la Santé Publique	Dispositiv National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et des Crisi Alimentaires	INS
Régional	ACMAD / AGRHYMET	AARSE / AGRHYMET	BAD / RESIMAO / CEA AMITSA / AFO / CILSS	AGRHYMET / BAD / eRAILS / AfricaRice	UA-BIRA / Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique / Banque mondiale	BCEAO / ARC	SIPSA / BAD
International	CRED – IDD / FAO-Aquastat / BM – CCKP / ESDAC / ISRIC / GYGA	NASA / ESA / USGS / CGIAR – CSI / SOS Sahel / UN (Spider) / Terra Remote Sensing / ICARDA	SMIAR-FAO / PAM-VAM / FEWS-NET / FAOSTAT / USDA	CountrySTAT-FAO / Calendrier cultural de la FAO / Plantwise / GYGA	Factfish / FAOSTAT / OIE / WHO-HSIS / EMPRES / IAEA / USAID / CDC	SMIAR-FAO / FEWS-NET / PAM / BM / IPC	BM

Source : Rapport SI-GRA de la PARM, Niger (2016). Ces systèmes d'information ont été identifiés au cours de l'étude de la PARM sur les systèmes d'information pour la gestion des risques agricoles au Niger, en octobre 2016. Les systèmes d'information sont classés en fonction de la portée géographique des informations (nationales, régionales et internationales).

Points forts

Les domaines thématiques relatifs aux sols, aux prix, à l'imagerie satellite, au commerce, aux niveaux de production et aux récoltes obtiennent les scores les plus élevés (tableau 2). Les informations relatives à ces domaines suffisent à une bonne gestion des risques agricoles au Niger.

Bonne accessibilité et bonne représentativité géographique des informations sur la production végétale et les récoltes. Les données disponibles sont suffisamment fréquentes et agrégées, et les séries de données s'étalent sur une période de dix ans, ce qui suffit à une évaluation préliminaire des risques. L'INS ventile ses informations aux niveaux national et infranational. L'INRAN cherche actuellement à améliorer la représentativité des données climatiques à l'aide de stations météorologiques situées dans différentes zones agro-écologiques.

Nombre suffisant d'informations sur les prix et le commerce. Le SIMA et RECA-Niger fournissent des données sur les prix d'un grand nombre de produits agricoles produits au Niger. Les données se basent sur les informations fournies par le marché principal du pays. Les prix sont également disponibles à différents niveaux de la chaîne alimentaire, ainsi que pour les exportations et les importations pour les séries plus longues.

Services diversifiés de diffusion des informations pour la plupart des systèmes d'information nationaux, y compris le SIMA, RECA-Niger et l'INS. Le SIMA, en particulier, diffuse, dans des bulletins hebdomadaires, mensuels, trimestriels et annuels, des informations accompagnées de tableaux et graphiques sur les prix des produits et des intrants sur différents marchés, l'évolution des prix des produits, les caractéristiques de l'offre et de la demande, et les perspectives d'évolution. L'INS est à l'origine d'un annuaire contenant des informations socio-économiques et relatives au climat, aux prix et à la santé végétale.

Points faibles

Certains (sous-)domaines thématiques ne permettent pas d'effectuer une analyse suffisamment approfondie à des fins de gestion des risques agricoles. Par exemple, les systèmes d'information sur la santé végétale, les stocks de produits et intrants, la communication et la politique ont obtenu les scores les plus faibles dans le cadre de l'évaluation des SI-GRA au Niger (tableau 2). Les informations sur les coûts des maladies et la météorologie/le climat ont également obtenu de faibles scores, ce qui pourrait s'expliquer de différentes façons :

Publication retardée des prévisions météorologiques sur le site Internet de la DMN, et absence de systèmes d'alerte et de détection rapides. Les informations météorologiques et climatiques fournies par la DMN ne sont ni suffisamment fiables, ni suffisamment satisfaisantes pour évaluer les risques, ce qui s'explique par la médiocrité de l'entretien des infrastructures des stations météorologiques. Les informations climatiques de l'INS ne fournissent pas de données sur d'importantes variables telles que le rayonnement solaire, le taux d'humidité et la vitesse du vent, et ses informations sur les échanges commerciaux ne sont exprimées qu'en valeur monétaire, et non en quantités physiques. De même, dans le domaine de la santé végétale, la publication de séries ou de tendances sur les nuisibles et sur les effets des maladies fait défaut.

Accès restreint à l'information. Il n'existe pas de véritable système d'information national sur les stocks de produits, la disponibilité des intrants et l'imagerie satellite. Les informations sur l'imagerie satellite ne peuvent être obtenues qu'auprès de systèmes privés régionaux et internationaux, moyennant un coût très élevé. Les informations relatives à certains domaines thématiques provenant de systèmes nationaux sont disponibles gratuitement en ligne, mais sont rarement à jour. De plus, les sites Internet concernés ne fonctionnent pas toujours correctement. C'est le cas par exemple des informations climatiques fournies par l'INRAN et des données sur la production et les récoltes fournies par l'INS.

Limites importantes en matière de communication. Les estimations relatives à la pénétration mobile (48/100) et fixe (5/100), au nombre d'internautes (5/100) et aux serveurs Internet sécurisés (3/100) sont faibles. Les médias de radiodiffusion – le principal canal de diffusion en Afrique – semblent également faibles (10/100 pour la télévision et 12/100 pour la radio). Ceci constitue une limite importante en matière de diffusion des informations à des fins de gestion des risques agricoles.

Rareté des informations sur les politiques agricoles et alimentaires. Il n'existe pas d'informations systématiques, régulières, à jour et organisées sur les politiques qui favoriseraient l'analyse des risques à des fins d'alerte précoce et d'élaboration de programmes sur les filets de sécurité. Par ailleurs, les informations sur le commerce et la circulation des animaux ne sont ni régulières, ni fiables, ni à jour : il n'existe que peu d'informations sur le coût des maladies endémiques.

Marche à suivre pour l'avenir

Bâtir un système de coordination entre l'INRAN, l'INS et la DMN : l'INRAN cherche actuellement à installer des stations météorologiques dans différentes zones agro-écologiques. L'INS et la DMN devraient se coordonner avec lui afin d'obtenir un accès aux données pertinentes afin de publier des informations exhaustives.

Améliorer les systèmes de communication pour améliorer l'accès à l'information. Les médias tels que la radio et la télévision doivent être renforcés afin de couvrir l'ensemble du pays. De même, il convient d'adopter des règlements et d'éduquer la population pour augmenter la pénétration téléphonique. Cela permettra aux petits paysans d'obtenir des informations à des fins de gestion des risques agricoles à travers les médias et par SMS. Il est essentiel pour cela de mettre en place un partenariat public-privé.

Systématiser les informations politiques pour fournir des données probantes relatives aux risques agricoles sur le terrain et favoriser l'action politique. Les initiatives passées, présentes et futures concernant les sept domaines thématiques relatifs aux risques agricoles doivent être recensées. Des informations descriptives critiques doivent être fournies et étayées par des preuves de réussite et d'échec, ce qui permettra d'élaborer des évaluations complètes des risques.

Tableau 2 : scores attribués aux informations sur les (sous-)domaines thématiques relatifs à la gestion des risques agricoles au Niger.

Domaines d'information les mieux notés (%)		Domaines d'informations les moins bien notés (%)	
Sols	85	Santé végétale	10
Prix	80	Stocks de produits et intrants	10
Imagerie satellite	75	Communication	22
Commerce	70	Politiques	35
Niveaux de production et récoltes	60	Coût des maladies animales	45
		Météorologie et climat	50
		Données socio-économiques et sectorielles	50
		Risques de maladies endémiques et émergentes	55

Source : Rapport SI-GRA de la PARM, Niger (2016)

PARM Secretariat **International Fund for Agricultural Development (IFAD)**

Via Paolo di Dono 44 - 00142 Rome (Italy) parm@ifad.org www.p4arm.org @parminfo

Tools Assessment

Niger

Système de récépissé d'entreposage[1]

Progrès en matière de gestion des risques liés aux marchés, financiers et post-récolte

Note de politique

Janvier 2017

Messages principaux

1. La situation climatique et politique fragile du Niger menace la production et la vente de produits agricoles. Les agriculteurs sont aujourd'hui plus vulnérables aux risques financiers, liés au marché et post-récolte.
2. Le système de récépissé d'entreposage (SRE) donne aux agriculteurs un accès à des installations de stockage bien gérées, ainsi qu'à des garanties leur permettant d'obtenir des financements et d'œuvrer ensemble pour bénéficier de meilleurs prix et d'un approvisionnement fiable en intrants.
3. Le Niger ne s'est doté d'aucun cadre législatif spécifique définissant les activités relatives au SRE. Les coûts élevés liés à la sécurité des produits entreposés limitent la capacité des agriculteurs à obtenir des prêts. Certaines des activités dépendent également d'initiatives financées par le gouvernement/les donateurs.
4. Pour améliorer l'efficacité du SRE au Niger, le gouvernement et les donateurs devraient adopter un cadre législatif spécifique, un soutien de base et des formations de renforcement des capacités visant à dynamiser le potentiel des producteurs de base, des acteurs du marché et des prestataires de services financiers.

Contexte

La situation climatique fragile du Niger, associée à un paysage politique instable, alimente les risques pour la production agricole et les activités commerciales. Le profil des risques établi par la PARM en 2016 pour le Niger a identifié les risques les plus importants pesant sur le secteur agricole national, à savoir les fluctuations des prix des produits, les inondations, les sécheresses et l'apparition de nuisibles/maladies. **Les agriculteurs ont peu bénéficié de la hausse des prix du marché en raison de faibles connaissances sur l'évolution des prix, d'installations de stockage inadaptées, et de déséquilibres sur le marché des exportations agricoles. Lorsqu'il est géré de façon professionnelle, le SRE peut largement contribuer à l'atténuation de ces risques financiers, liés au marché et post-récolte. Il donne aux agriculteurs un accès à de meilleurs lieux de stockage, leur permet de mettre sur pied des réseaux collectifs pour négocier de meilleurs prix, et d'obtenir une aide financière annuelle**.

Types de SRE existant au Niger

Le système de récépissé d'entreposage (SRE) est un mécanisme qui permet à un agriculteur de stocker des produits comme du grain (p. ex. céréales et légumineuses) en échange d'un document, connu sous le nom de récépissé d'entreposage. Ledit récépissé, qui constitue un acte de propriété de produits de quantité et de qualité données, est établi par un exploitant d'entrepôt ou un tiers détenteur. Un agriculteur/déposant peut utiliser un récépissé émis comme garantie pour accéder à des financements auprès d'institutions financières associées.

Au Niger, il n'existe aucune loi relative aux entrepôts, aux récépissés et aux gestionnaires. Les opérations et financements se fondent sur les principes du droit des contrats. La sécurité des biens est régie par l'Acte commercial de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA). En vertu de cet acte, les biens gagés doivent être inscrits au Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) afin d'en garantir la sécurité. Cette disposition semble depuis peu très pertinente, les activités de SRE devenant de plus en plus axées sur le commerce, ce qui implique généralement plus de trois parties. Pour le moment, il existe deux formes d'émissions de récépissés d'entreposage au Niger : le crédit-stockage communautaire (warrantage communautaire) et le système de la tierce détention. Le **tableau 1** présente les différences caractérisant ces deux systèmes.

Warrantage communautaire

Dans un système de warrantage communautaire, des groupes de déposants stockent et gèrent leurs stocks dans un entrepôt communautaire ou public, et obtiennent des prêts auprès de prestataires de services financiers. Les stocks gagés sont sécurisés par un mécanisme à double cadenas ; le prestataire financier détient une clé du cadenas, et les groupes détiennent la seconde. Ce système a d'abord été mis en place au Niger à la fin des années 1990, sous l'égide de deux projets de la FAO – Projet Intrants et Projet IARBIC – ayant vocation à inciter les producteurs à profiter de la variation saisonnière des prix sur le marché.

1 Note de politique rédigée par **Balikisu Osman** pour la Plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM). Les informations fournies sont tirées du document « **Étude sur les systèmes d'entreposage et de tierce détention adaptés à l'Afrique subsaharienne** », J. Coulter Consulting Ltd et Sullivan & Worcester, UK LLP. Les pays étudiés dans le cadre de cette recherche sont le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana, Madagascar, le Mozambique, le Niger, l'Ouganda et le Sénégal. Les rapports entiers sont copubliés par l'Agence française de développement (AFD), le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) et le Fonds international de développement agricole (FIDA)/PARM.

Modèles d'activités de warrantage communautaire au Niger

À l'heure actuelle, on distingue deux modèles de warrantage communautaire au Niger : un modèle décentralisé, dans le cadre duquel un groupe d'agriculteurs ou une organisation de producteurs traite directement avec l'institution financière ; et un modèle centralisé, dans le cadre duquel une organisation de niveau supérieur (une union ou une fédération) coordonne et représente plusieurs organisations de production. Ces deux modèles concernent de nombreux petits exploitants au Niger.

Par exemple, la fédération Mooriben se compose de 1 500 groupes de producteurs, soit 62 584 déposants/agriculteurs, qui stockent, pour une période allant jusqu'à 7 mois, du millet, du niébé, des arachides et des haricots dans des entrepôts financés par le gouvernement/des donateurs. Les tentatives visant à appliquer le warrantage communautaire aux oignons ont toutes échoué, en raison des risques élevés que présente ce produit. Près de dix organes de prêts (y compris Asusu SA, Coopec-Kokari et Taanadi) et une banque agricole publique (BAGRI) financent les stocks entreposés. La quotité du prêt est de 70 % à 80 % des produits stockés, et les prêts s'accompagnent de forts taux d'intérêt et de conditions strictes. Coopec-Kokari, par exemple, facture des intérêts de l'ordre de 20 % par an, et les clients doivent impérativement obtenir une autorisation et avancer un dépôt de garantie de près de 10 % du montant du crédit.

Pérennité vs absence de souplesse des activités de warrantage communautaire au Niger

Le SRE de warrantage communautaire, en tant qu'activité axée sur la base, présente des éléments de pérennité. Il jouit d'une forte adhésion locale : les membres exercent une pression importante pour assurer la confiance et la redevabilité de l'emprunteur. La manipulation et la gestion des produits ne coûtent pas cher, en l'absence de tiers détenteur. Les clients ont toutefois parfois l'impression que le système manque de souplesse. Les prêts sont en effet octroyés après certification par l'IMF du stock déposé, ce qui peut prendre plusieurs semaines. En outre, les activités dépendent d'entrepôts financés par le gouvernement/un donateur. Les entrepôts ne sont ouverts que quelques fois durant l'année, à des fins de contrôle de la qualité des produits et de déstockage.

Système de tierce détention

Les systèmes de tierce détention au Niger représentent une forme avancée de modèle de warrantage communautaire. Les activités sont axées sur le commerce et impliquent la vente collective du stock, avec la coordination d'une entreprise de gestion des garanties qui se charge des produits déposés, gère et contrôle les stocks, fournit des services de courtage sur le marché et fournissent des intrants aux producteurs.

Auxigages SA, une société infrarégionale de gestion des garanties en Afrique de l'Ouest, est l'un des acteurs clés de l'entreposage par tierce détention au Niger. Elle travaille en collaboration avec deux banques, BOA Niger et Ecobank, qui préfinancent les stocks importés, principalement le blé, le riz, l'huile et le sucre. Peu d'efforts sont déployés pour orienter les systèmes de tierce détention vers les exportations agricoles, notamment en raison de faibles récoltes et de l'accès facilité aux marchés informels voisins, comme le Nigéria. La BOA a récemment proposé de financer l'exportation de gomme arabique, qui devrait renforcer les services financiers proposés aux producteurs, notamment à la base.

Tableau 1 : différences entre les deux SRE au Niger

Warrantage communautaire	Tierce détention
Un groupe d'agriculteurs gère ses propres dépôts de produits dans un entrepôt de la communauté	Un tiers détenteur se charge des produits dans un entrepôt privé ou loué
Des représentants ou professionnels extérieurs peuvent être recrutés pour fournir des services de contrôle des stocks ou autres services	Un tiers détenteur contrôle et gère les stocks, et fournit des services de courtage
Les stocks sont principalement des produits agricoles destinés à l'exportation, comme le millet, le niébé et les arachides	Se charge de stocks importés, principalement le blé, le riz, l'huile et le sucre ; par conséquent, n'est pas si utile aux agriculteurs

Utilité pour la gestion des risques agricoles

Éviter les pertes post-récolte : la gestion traditionnelle des produits agricoles après la récolte favorise les attaques de nuisibles et l'apparition de maladies. De nombreux agriculteurs n'ont pas d'installations adéquates pour stocker leurs produits en cas de temps humide. Dans le cadre des activités de warrantage communautaire, les agriculteurs stockent leurs produits pendant une période allant jusqu'à 7 mois après la récolte. Des contrôleurs des stocks issus de groupes/unions/fédérations de producteurs procèdent à des vérifications régulières pour assurer la qualité des produits et empêcher l'apparition de nuisibles et de maladies. Les stocks sont également verrouillés dans le cadre de systèmes stricts, afin de les protéger contre les vols.

Accéder aux financements : la composante des SRE liée aux garanties donne la possibilité aux agriculteurs d'accéder à des prêts auprès des institutions financières participantes. Les activités de prêt sont passées de 2 millions de FCFA en 1998-1999, date de l'apparition des SRE au Niger, à près de 600 millions de FCFA en 2008/2009. Le portefeuille de prêts d'Asusu (un prestataire de services financiers de récépissé d'entreposage proactif) était estimé à 318 millions de FCFA en 2013. Coopec-Kokari préfinance également les opérations des syndicats qui bénéficient de sa confiance. Les prêts consentis aux membres de Cigaba, à Konkorido, sont estimés à 85 millions de FCFA (130 000 euros) en 2005/2006, et à 81 millions de FCFA en 2008/2009 (123 000 euros).

Réduire les risques liés aux prix des produits sur le marché : les variations saisonnières de prix au Niger correspondent parfois à plus de 100 % du prix des récoltes pour certains produits comme les oignons, et 10 à 50 % pour le niébé, les céréales, les cacahuètes et le riz. Les activités de warrantage communautaire décentralisé donnent l'occasion aux petits exploitants de tirer profit de l'augmentation des prix. Les agriculteurs ont ainsi accès à une installation de stockage sûre et à long terme après la récolte, et fournissent des efforts d'épargne collective leur permettant de conserver leurs produits et de les vendre plus tard. Les agriculteurs peuvent ainsi bénéficier de prix plus élevés sur les marchés hors saison. Cet arbitrage intersaisonnier contribue également à réduire l'impact des pics de prix pour les produits alimentaires hors saison, ainsi que les problèmes d'accessibilité, notamment financière, des consommateurs.

Gérer les stocks d'intrants : l'accès à des intrants fiables et de qualité demeure un problème fondamental pour le secteur agricole de nombreux pays africains, y compris le Niger. Le marché des intrants (semences, engrais) est peu développé et dominé par des canaux informels et non sécurisés. Grâce aux activités de warrantage, les agriculteurs de la fédération Mooriben, par exemple, ont collaboré avec les services financiers de la BAGRI pour obtenir des crédits à la production sur des intrants sûrs.

Recommandations politiques

Adopter des lois et créer un organe régulateur ayant pour fonction de contrôler les activités de SRE. La loi doit prévoir des normes portant sur les stocks garantis, la coordination des actions et les codes destinés aux emprunteurs et aux dépositaires afin d'assurer la sécurité du stockage SRE et les procédures de financement. L'organe régulateur doit jouir d'une autonomie, de façon à favoriser l'adoption de processus de gestion et de contrôle rigoureux.

Concevoir un projet d'appui au marketing social à long terme, de façon à renforcer davantage les relations de travail entre les IMF, les organisations de producteurs et les tiers. Le processus de planification du projet doit être flexible, et faciliter la réalisation d'un examen correct du cadre. Il doit adapter les approches existantes et ne pas être trop bureaucratique.

Fournir un soutien supplémentaire afin de renforcer les capacités des producteurs locaux. Cela devrait passer par l'amélioration des connaissances de base en calcul et lecture, développement organisationnel, gestion et comptabilité. La supervision, le contrôle et l'évaluation du marché doivent être assurés pour minimiser les « erreurs évitables ».

Créer un fonds de soutien spécial à la construction d'entrepôts. Celui-ci doit soutenir les organisations de producteurs, de façon à leur permettre de construire des structures d'entreposage appropriées. Les entrepôts doivent également être régis par des accords juridiques permettant aux bénéficiaires de devenir plein propriétaires, et non de demeurer de simples utilisateurs à la merci des autorités nationales ou locales.

PARM Secretariat **International Fund for Agricultural Development (IFAD)**

Via Paolo di Dono 44 - 00142 Rome (Italy) parm@ifad.org www.p4arm.org @parminfo

PARM
PLATFORM FOR
AGRICULTURAL RISK
MANAGEMENT

3.1. Système d'information pour GRA

Tools Assessment

Niger

Etude de faisabilité pour l'investissement dans le système d'accès à l'information

Résumé exécutif

Septembre 2018

Étude menée par :
Mary Allen, Stephane Boyera et Ali Mahamadou

Du fait de sa situation géographique, et des effets du changement climatique, le Niger traverse régulièrement, depuis plusieurs décennies, des crises (sécheresses, inondations, ravageurs, ...) plus ou moins sévères qui affectent durement les récoltes et la sécurité alimentaire des populations, faisant du Niger un des pays les plus pauvres de la planète (classé par les Nations Unies, 2ème pays le plus pauvre au monde en 2016).

Afin d'endiguer l'impact des événements climatiques, le Gouvernement a mis en place en 2011 l'initiative 3N « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens »[1] (I3N). L'objectif de cette initiative est de renforcer les capacités nationales de production alimentaire, d'approvisionnement et de résilience face aux crises alimentaires et aux catastrophes. Afin d'atteindre ses objectifs, l'I3N reçoit l'appui de nombreuses organisations internationales. Depuis 2015, elle travaille notamment avec la Plateforme de Gestion des Risques Agricole (PARM). La coopération entre l'I3N et PARM a d'abord donné lieu, en 2016, à une étude sur l'évaluation des risques agricoles (Evaluation des risques agricoles au Niger[2]) qui venait compléter une étude de la Banque Mondiale de 2013[3] sur le même sujet. L'étude PARM a identifié trois domaines particuliers d'intervention: i) le renforcement des capacités en auto-évaluation des risques agricoles par les producteurs agricoles à travers l'appui au conseil agricole ii) l'accès à l'information essentielle par les producteurs agricoles à travers les nouvelles technologies et la consolidation de celles existantes iii) l'accès aux services financiers et au marché à travers les contrats à terme – warrantés et leur rôle en appui au plan de contingence en cas de crise alimentaire. Chacun de ces trois domaines fait l'objet d'une étude de faisabilité spécifique et l'ensemble des résultats sera présenté lors d'un atelier début 2018. Le présent rapport présente les recherches et les propositions relatives à l'étude de faisabilité pour l'investissement dans les systèmes d'accès à l'information au Niger.

Aujourd'hui, il est clairement établi que l'information, tout comme les services financiers, sont des intrants agricoles au même titre que les produits phytosanitaires ou les engrais, et l'exploitation par les petits producteurs d'informations techniques, climatiques, ou commerciales peut avoir un impact considérable sur leurs récoltes, leur niveau de vie et leur sécurité alimentaire. En partant de ce constat, l'objectif premier de cette étude et de comprendre les besoins en information des producteurs nigériens, les outils et les capacités dont ils disposent pour accéder à cette information, la disponibilité de cette information, sa qualité et son accessibilité. Cette étude s'intéresse à trois domaines particuliers identifiés conjointement par PARM et le HC3N comme les plus importants du point de vue de la gestion des risques agricoles tant au niveau macro que pour les agriculteurs :

- Les informations de prix de marché ;
- Les informations climatiques et ;
- Les informations sur la production agricole.

Il ressort de l'étude quatre points clés :

- Le Niger dispose d'un système efficace de remontée d'information concernant tous les indicateurs de risque, depuis les prix de marchés agriculture & bétail, jusqu'aux informations climatiques et sanitaires, et les informations de sécurité. Basées sur les SCAP-RU et les OSV, les informations de terrain remontent aux instances nationales, aux bailleurs de fonds et aux services nationales et régionales d'appui technique (Réseau FEWS-NET, AGRHYMET, Groupe Technique Pluridisciplinaire). Différents organismes disposent donc d'un ensemble d'informations fiables à forte valeur. La qualité des bulletins générés par les différents organismes et les évaluations indépendantes publiées témoignent de cet aspect. La quasi-totalité des besoins en information des producteurs sont couverts par les informations actuellement collectées. Le seul domaine absent à priori concerne les informations de prix et de disponibilité concernant les intrants agricoles.
- Cependant, beaucoup de ces systèmes de remontée d'information sont basés sur le papier, et si quelques initiatives pilotes limitées expérimentent ou ont expérimenté l'utilisation des NTIC, cet aspect devrait être développé et généralisé pour améliorer la confiance dans les informations collectées, améliorer la qualité des informations et accélérer le transfert d'information.
- Si l'information remonte au niveau national, elle ne redescend quasiment pas au niveau des producteurs[4] qui sont en forte demande d'information sur les marchés, les informations climatiques et des informations relatives à la production dans le domaine de l'élevage et des cultures irriguées et pluviales. Les informations ne sont soit

1 http://www.initiative3n.ne/
2 http://p4arm.org/app/uploads/2017/03/niger_risk-assessment-study_full-report.pdf
3 http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/257994-1349215552505/niger-risk-assessment-french.pdf
4 Nous n'avons pas conduit d'étude quantitative, mais uniquement qualitative, il est donc impossible de fournir des chiffres sur une base scientifique solide. Cependant, le message est homogène et consistent entre tous les acteurs rencontrés sur le fait que quasiment les informations parviennent difficilement aux petits producteurs à l'exception d'initiatives locales des OP. A titre d'information, concernant les cultivateurs, les entretiens ont concerné les principales OP, comme Mooriben, qui comptent plus de 60.000 membres, qui sont des hommes et des femmes pratiquant l'agriculture pluviale et/ou irriguée dans les régions de Dosso et Tillaberi et la FCMN Niya, qui totalise aussi plus de 30.000 producteurs membres, qui sont des maraichers répartis sur l'ensemble du territoire national. Concernant les éleveurs, les entretiens ont concerné l'une des principales organisations des Eleveurs, qu'est l'AREN, qui compte plus de 100.000 membres, qui sont des éleveurs ou agro-éleveurs répartis sur l'ensemble du territoire national.

pas accessibles du fait de la langue, du contenu scientifique ou des canaux de diffusion utilisés (par exemple web ou sms/ussd), soit pas segmentées par région et donc l'information utile est noyée et pas identifiable. Il conviendrait d'explorer comment soit utiliser les structures de collecte d'information (SCAP-RU et OSV) en mode inversé pour la transmission d'information aux producteurs, soit ajouter une composante au concept de la Maison du Paysan[5] du H3CN en considérant l'information comme l'un des intrants agricoles et en la chargeant de sa diffusion au travers de ces différentes structures (Radio communautaire, magasin, etc.).

- Concernant la diffusion d'informations, de nombreuses initiatives d'ONG ou d'Organisation Paysanne (OP) mettent en place des réseaux de diffusion d'information, utilisant le plus souvent les radios communautaires, mais également les TIC comme les services mobiles (hotline, SMS, USSD) ou les réseaux sociaux comme WhatsApp, afin d'offrir un ensemble de canaux accessibles aux producteurs ayant des profils et équipements variés. Cependant, si les moyens de communication sont en place, les structures ont un problème important d'accès aux informations. En effet, une infime partie des informations disponibles mentionnées au premier point sont publiées et disponibles. La valeur de ces information augmentera si elles sont publiées dans un format ouvert (open data) et utilisable par toutes les structures privées, ONG, OP, entrepreneurs etc.
- Plusieurs initiatives pilotes de services d'information existent portées par des structures non-gouvernementales comme le RECA (centre d'e-extension) ou des ONG (Système d'Information des Transhumants de VSF-BE). Ces exemples montrent l'intérêt et l'implication des acteurs non-gouvernementaux qui pourraient être plus efficacement supportés et incités à mettre en place des approches pérennes de diffusions d'information (voir les propositions du plan d'action ci-dessous).

L'analyse détaillée de cette évaluation est présentée dans la partie 2 de ce document.

En partant de cette analyse, ce rapport propose un plan d'action en trois volets :

- **Objectif 1** : Améliorer la qualité et la fiabilité des données par le renforcement des processus de collecte de données sur le terrain. La réalisation de cette objectif permettra d'améliorer les processus de collecte de données sur le terrain, d'améliorer la qualité et la fiabilité des données, et fournir une grande flexibilité aux services de l'état d'ajouter ou de modifier les collectes de données à coût nul. En termes d'activités, il s'agira principalement de mettre en place (développement d'une plateforme TIC et développement de capacités) un processus de collecte informatisée de bout en bout depuis la collecte de l'information, jusqu'à sa gestion au niveau national en passant par les validations régionales intermédiaires ;
- **Objectif 2** : Faciliter l'accès et la dissémination de ces informations auprès de différents publics cibles, par la publication des données et des informations des différentes agences étatiques. La réalisation de cet objectif permettra un accès globale et aisé à toutes les données et informations générées par les services de l'état à l'ensemble des acteurs. En termes d'activités, il s'agira de mettre en place un portail de données ouvertes (Open Data) qui rassemblera l'ensemble des données et informations liées à la gestion des risques agricoles ;
- **Objectif 3** : Augmenter le nombre de petits producteurs capables de recevoir les informations essentielles, par le renforcement des processus de diffusion des informations auprès des petits producteurs. Cet objectif se divise en quatre groupes d'activités :
  - **Renforcer les capacités des différents intermédiaires (infomédiaires)** : il s'agit de fournir un ensemble d'outils et de formations aux organisations et structures directement au contact des producteurs afin que ces infomédiaires puissent leur transmettre une information pertinente et à jour. Différents acteurs sont concernés par cet ensemble d'activités depuis des organisations généralistes (média, radios communautaires, etc.) jusqu'aux entités étatiques locales (OSV, maisons du paysan, agents SNCA), en passant par les OP, les filières professionnelles, les ONG et les acteurs privés. En pratique, il s'agira de mettre en place d'une part un portail centralisé d'information associé à une application mobile pour permettre un accès aisé à toutes les informations sur les risques agricoles (prix de marchés, bulletins et.) pour toute personne ayant un smartphone ou un accès internet, même intermittent. D'autre part, il s'agira également de mettre en place une plateforme de diffusion radio, pour faciliter l'exploitation du réseau de stations radios (publiques, privées et communautaires) pour la diffusion d'information par tous les acteurs. Cette plateforme sera associée à un recensement exhaustif des radios pour aider à la sélection des stations les plus appropriées en fonction des objectifs et des populations visées.
  - **Mettre en place un ensemble de services d'information directs auprès des producteurs** : Il s'agit de permettre aux producteurs ayant un téléphone mobile de base d'accéder directement aux informations sans passer par un intermédiaire grâce à l'utilisation de technologies vocales. Il s'agira de mettre en place (développement d'une plateforme TIC et développement de capacités) un portail vocal sur lequel sera accessible les informations sur les risques agricoles
  - **Mettre en place un système d'alertes : Il s'agit de mettre en place un système rapide de diffusion d'informations urgentes (par exemple des événements climatiques dangereux, l'arrivée de ravageurs, le développement d'épidémies concernant le bétail, etc.)** à destinations à la fois des intermédiaires et directement auprès des producteurs grâce à l'utilisation de plusieurs canaux de communications (email, sms, réseaux sociaux, alertes vocales, etc.).
  - **Mettre en place un plan de support à l'innovation, la mise en place, le passage à l'échelle et la pérennisation d'initiatives menées par des acteurs non-gouvernementaux (OP, filières professionnelles, ONG, startup et entrepreneurs, etc.)** : Il ressort de l'étude que de nombreuses organisations organisent des réseaux de diffusions efficaces ou des services innovants pour disséminer des informations auprès des producteurs (cas par exemple du service e-extension du RECA). Il convient donc de promouvoir ces approches en soutenant financièrement et techniquement les initiatives de ces acteurs. Il convient également de promouvoir l'innovation et l'exploitation des données publiées sur le portail de données ouvertes par des acteurs non-gouvernementaux au travers d'activités de type hackathon. En termes d'activités, il s'agira de mettre en place un fonds d'investissement, et d'organiser les critères et processus de candidature aux financements par ce fonds.

Dans la troisième partie de cette étude, les activités associées à chaque objectif et sous-objectif sont décrites et chiffrées, et les modèles économiques de pérennisation présentés. En Annexe, un résumé des actions est présenté sous la forme d'un cadre logique, associé à des tableaux récapitulatifs pour chaque type d'information.

5 Voir la note de concept [HC3N_MP_2015] sur la Maison du Paysan : « La Maison du Paysan est un ensemble intégré et multifonctionnel d'infrastructures et de services implantés au niveau communal pour améliorer l'offre de services d'appui aux producteurs et aux entreprises agricoles pour soutenir leurs efforts d'augmentation des productions agro pastorales et leur productivité »

PARM
PLATFORM FOR
AGRICULTURAL RISK
MANAGEMENT

3.2. Contrat à terme et réseau du warrantage pour GRA

Tools Assessment

Niger

Etude de faisabilité pour investissement : le contrat à terme et le réseau du warrantage en appui aux stratégies nationales

Résumé exécutif

Septembre 2018

En collaboration avec :
Jérôme Coste (IRAM)

Étude menée par :
Tristan Le Cotty (CIRAD) et **Olivier Jenn-Treyer** (IRAM)

Contexte de l'étude

Au Niger, le plan d'investissement 2012-2015 de l'initiative « les Nigériens nourrissent les Nigériens (I3N) a visé principalement le financement de projets d'irrigation, avec un certain succès (production irriguée en hausse de 30% par an en moyenne). Ce choix a été conforté par une évaluation des risques agricoles de la Banque Mondiale (2013) qui avait identifié comme prioritaires les risques lié aux aléas climatiques, les invasions acridiennes et les risques de hausse des prix pour les consommateurs.

En 2014, le Haut-Commissariat I3N et PARM sont convenus d'intégrer les petits producteurs dans le cadre du Plan d'Action pour la Gestion des Risques Agricoles (PAGRA). Le plan d'action 2016-2020 a alors repris la volonté d'accroître l'irrigation, tout en développant d'autres axes tels que les chaînes de valeurs et la lutte contre la malnutrition. Trois domaines stratégiques ont été identifiés : *l'accès des petits producteurs aux services financiers (crédits et épargnes), aux marchés et à l'information*. Cette orientation est cohérente avec une étude de l'IRAM (2016) qui identifiait la dépendance de la production au climat, le risque prix, le risque de marché et le risque de conservation physique des stocks comme des risques agricoles majeurs.

C'est dans ce contexte que PARM a suscité la présente étude sur les contrats à terme et le warrantage, et leur rôle en appui au Dispositif National de Prévention et de Gestion et des crises alimentaires (DNPGCA). **Le warrantage et les contrats à terme** sont en effet les deux principaux ensembles d'outils de gestion des risques de marché au Niger, qui peuvent également jouer un rôle dans la politique nationale de sécurité alimentaire.

Les instruments étudiés

Le warrantage et les contrats à terme constituent un ensemble d'outils de gestion des risques de marché en Afrique de l'Ouest. La réduction de ces risques passe par deux mécanismes principaux : d'une part, le crédit stockage (warrantage et tierce détention) qui permet aux producteurs et commerçants de gérer leurs stocks en fonction des prix et opportunités commerciales plutôt qu'en fonction de leurs besoins de liquidité ; d'autre part, la garantie de débouché (agriculture contractuelle et achats institutionnels) qui permet aux producteurs de connaître à l'avance les conditions d'une vente ultérieure.

Warrantage et tierce détention

Le warrantage et de la tierce détention reposent sur un principe commun : offrir un crédit à celui qui détient un stock et qui a besoin de liquidité, pour lui permettre de ne pas vendre son stock tant qu'il espère une hausse des prix. Le crédit est garanti par la valeur du stock. Celui qui détient le stock est moins soumis au risque de chute de prix, puisqu'il peut attendre, et cela lui évite de contribuer à une baisse des prix supplémentaire en étant potentiellement obligé de vendre lorsque les prix sont déjà bas. Mécaniquement, le warrantage et la tierce détention atténuent les fluctuations de prix : un plus grand nombre de producteurs et de commerçants vendent leurs stocks lorsque les prix sont plus élevés, ce qui contribue à amortir les hausses de prix, tant que les stocks ne sont pas nuls, et moins de vendeurs déstockent lorsque les prix sont bas, ce qui réduit les risques de chutes de prix.

Le warrantage est une déclinaison villageoise du crédit stockage dont les bénéficiaires sont les producteurs. Il repose sur un stockage collectif qui permet de différer dans la saison l'utilisation des denrées récoltées jusqu'à une période où elles seront plus rares. Si le warrantage permet d'accéder au crédit, la vente des récoltes n'est pas systématique. Il peut donc avoir soit un rôle à dominante commerciale (attendre des prix plus favorables), soit un rôle de sécurité alimentaire (conserver la récolte à l'abri des déstockages précoces).

La tierce détention est une forme de crédit stockage destiné non pas aux petits producteurs mais plutôt aux commerçants et qui repose sur un entreposeur professionnel. Les transactions peuvent se faire avec un déstockage au comptant, ou à terme, c'est-à-dire avec un décalage temporel entre l'accord commercial et l'échange de marchandise.

Le potentiel de réduction des risques marché par ces deux instruments de crédit stockage a été démontré, mais à condition de respecter un modus operandi permettant de résister aux variations imprévisibles des prix, ce qui est loin d'avoir été toujours le cas au Niger jusqu'à présent.

Agriculture contractuelle et achats institutionnels

L'agriculture contractuelle est un accord commercial a priori entre un producteur et un acheteur, permettant à l'un et l'autre de sécuriser leur activité économique : le producteur s'assure un débouché et l'acheteur s'assure une disponibilité de marchandise à un prix prédéterminé.

Les achats institutionnels faisant l'objet d'un contrat entre, d'une part, l'Etat ou un organisme international et, d'autre part, des organisations de producteurs (OP) sont aussi un levier potentiel pour réduire le risque de manque de débouché pour ces OP. La possibilité de remplacer les paiements au comptant, actuellement pratiqués, par des options d'achats à terme (indexés sur les prix de marché), accroitrait encore l'effet de réduction des risques de marché ».

Si l'agriculture contractuelle est très faiblement développés au Niger, c'est en grande partie à cause de l'absence de sanctions adaptées en cas de non-respect des contrats. C'est le même obstacle qui gêne le développement des contrats d'option à terme dans les achats institutionnels de céréales.

Enfin, le marché des contrats à terme est l'outil emblématique des traders qui achètent et vendent des marchandises sans transferts physique de ces marchandises, comme il en existe en Afrique du Sud, en Europe, ou en Amérique du Nord. Ce type d'instruments n'est pas envisageable aujourd'hui au Niger et ne nous ne l'étudions pas ici.

L'élément central qui unit ces outils est le fait pour le vendeur de limiter le risque de ventes à bas prix, ce qui représente une condition fondamentale de l'investissement productif. Plus généralement, ces outils tendent à réduire le risque lié à la volatilité des prix, à la fois pour l'acheteur et le vendeur.

Propositions

Proposition 1. Développer un warrantage résilient à la fin des projets et résilient aux chutes de prix

Le Niger a développé une version à dominante commerciale du warrantage qui a apporté d'importants bénéfices durant une vingtaine d'années (1990-2010) mais qui est sensible aux anomalies de prix. La pratique du warrantage au Niger aujourd'hui n'est pas optimale et empêche d'obtenir les bénéfices engendrés par le warrantage dans d'autres pays, notamment parce qu'il crée parfois un risque de défaut pour les IMF. Cortese et Coulter (2014) insistent sur l'importance d'obtenir un engagement de l'Etat dans le warrantage et nous rejoignons leurs conclusions tout en insistant sur les causes endogènes des dysfonctionnements du warrantage, notamment les stratégies souvent risquées de ses utilisateurs qui ont mis l'accent sur la fonction commerciale au détriment de la fonction d'épargne. Le warrantage au Niger gagnerait aujourd'hui à évoluer afin de contribuer davantage à la stratégie nationale de sécurité alimentaire. Nous suggérons dans ce rapport de développer un warrantage à dominante sécurité alimentaire qui offre plus de résilience, grâce à un stockage plus précoce et un taux de couverture du crédit supérieur.

Nous suggérons une marche à suivre pour faire évoluer le warrantage vers une version plus résiliente aux baisses de prix. La fonction d'épargne protégée jusqu'à la soudure devrait être prioritaire et la fonction de commercialisation devrait être dissociée du remboursement du crédit. Le crédit doit être octroyé en novembre, et non en janvier, c'est le changement clé pour rendre le warrantage plus rentable et plus résilient.

L'investissement prioritaire est une formation-médiation des OP et IMF sur la marche à suivre pour un warrantage plus précoce et plus robuste aux chutes de prix. Cela suppose d'apprendre aux OP à anticiper, notamment en respectant un calendrier partagé à l'avance avec les IMF.

Proposition 2. Favoriser les interactions positives entre le warrantage et le DNPGCA

Les institutions nationales impliquées dans la sécurité alimentaire pourraient travailler davantage en synergie avec les stratégies locales de stockage villageois. Le manque de concertation entre les OP qui font du warrantage et les responsables de la politique nationale de gestion des crises alimentaires a été une source de difficulté pour ces OP, principalement au moment des ventes à prix modéré et des distributions gratuites ciblées, qui engendrent parfois des chutes de prix dans des zones où certains producteurs ont encore des stocks à vendre. Cela affecte à court terme la viabilité du warrantage et à long terme les incitations à produire et à stocker dans ces zones et, également, dans les zones reliées par les prix à ces zones ciblées par les interventions publiques.

Le DNPGCA pourrait mener sa politique de distribution alimentaire en pensant simultanément aux effets de court terme pour les populations cibles et aux effets de long terme pour les producteurs. Nous suggérons un mécanisme favorisant la mise à disposition d'information par les OP au sein du DNPGCA sur les stocks villageois et une réflexion au sein du DNPGCA pour cibler la sécurité alimentaire des ménages en difficulté alimentaire tout en assurant des prix suffisamment élevés, stables et prévisibles dans les villages où la production de mil et de sorgho est possible.

L'investissement prioritaire proposé est (i) la mise en œuvre d'une remontée et une centralisation de l'information sur les stocks villageois au sein du DNPGCA et (ii) une révision des modalités de distributions et ventes à prix modéré pour le maintien de prix suffisamment stables et rémunérateurs, y compris dans les zones déficitaires.

Proposition 3 : Faciliter le warrantage de produits périssables

Le nombre de magasins de qualité pour le warrantage des produits maraichers est un facteur limitant au développement du warrantage de produits à haute valeur ajouté et périssables.

L'investissement proposé est le financement de magasins de type Réséda

Proposition 4. Tester la tierce détention

Contrairement au warrantage, la tierce détention est très peu développée au Niger. Le développement de la tierce détention au Niger aurait un impact probablement supérieur au warrantage en termes de stabilisation des prix à l'échelle nationale et de structuration des marchés. Cependant, c'est une forme de crédit-stockage qui comporte un risque pour la banque puisque la fonction commerciale est essentielle et la fonction d'épargne forcée est quasi-inexistante dans la tierce détention. Le développement de la tierce détention au Niger repose sur plusieurs préalables comme la normalisation de la qualité des produits alimentaires et la mise en place d'un règlement rapide et efficace des différends commerciaux.

Nous suggérons de tester des dispositifs d'entreposages professionnels expérimentaux, dont trois modèles seront privilégiés:

- *Modèle 1 : Céréalier péri-urbain à Niamey sur le modèle d'Auxigages, avec formation des OP, facilitation des liens avec le partenaire bancaire, suivi de l'opération, et évaluation ex post via le RECA et la CRA de Niamey ;*
- *Modèle 2 : Céréalier péri-urbain à Maradi en lien avec le PRODAF et relié aux achats institutionnel, avec formation et facilitation RECA et CRA ;*
- *Modèle 3 : Oignons à Tahoua, entreposés dans des magasins de type Réséda, avec l'appui de l'ANFO, du RECA et de la CRA de Tahoua.*

Proposition 5. Harmoniser les pratiques de qualité

L'agriculture contractuelle est une autre forme de gestion des risques par des acteurs de la filière qui peut également inclure un crédit fourni par l'acheteur au vendeur. Cependant, comme la tierce détention, le développement de l'agriculture contractuelle à plus grande échelle repose sur les capacités des institutions à créer un climat de confiance entre les parties contractantes. En particulier, les entreprises souhaitant préfinancer une production par une autre entreprise doivent être quasi-sûres de récupérer leur mise en cas de défaut de paiement par l'entreprise amont.

Nous suggérons un accompagnement à une démarche qualité des OP par le RECA et les CRA pour les opérations post récolte, le stockage, la gestion du stock ou la négociation commerciale, le respect des normes qualité de la CCA, ainsi qu'un chantier de réflexion juridique sur un règlement des différends qui serait à la fois souple et dissuasif.

Proposition 6. Développer et améliorer les achats institutionnels de céréales locales

Les achats institutionnels de céréales sont un bon levier à la fois pour donner un débouché rémunérateur aux producteurs, ce qui réduit les risques de prix pour les bénéficiaires, et pour alimenter une politique de sécurité alimentaire pour les régions en crise. C'est également un moyen de généraliser l'harmonisation de normes sur les produits alimentaires. Actuellement au Niger, ces contrats ne sont pas des contrats à terme, mais leur évolution dans cette direction est étudiée ici dans la perspective d'un pas supplémentaire vers la réduction des risques de marché (à condition de considérer la question du respect des contrats comme un chantier prioritaire).

Il faudrait, selon nous, poursuivre le développement des achats publics de céréales produites localement qui vont dans le sens de la sécurité alimentaire à court terme et de la réduction de la dépendance alimentaire à long terme. La dynamique actuelle de la SNALAPP devrait être poursuivie, et améliorée en termes de volume et de coût.

L'investissement proposé est de développer des achats publics à terme selon trois modalités :

1. *Contrats à terme passés à la récolte pour des livraisons au début de la soudure à des prix intermédiaires ;*
2. *Contrats à terme passés avant la production, avec préfinancement par le DNPGCA ;*
3. *Contrats à terme avec option d'achat et primes versées à la récolte.*

NOTE

PARM
PLATFORM FOR
AGRICULTURAL RISK
MANAGEMENT

4. Renforcer les capacités et partager les connaissances

Capacity Development

Niger

Renforcement des capacités en gestion des risques agricoles

Note de Stratégie de Pays

Janvier 2019

1. Contexte

L'agriculture est une entreprise risquée. Les conditions météorologiques extrêmes et les changements climatiques sont susceptibles d'affecter négativement la performance des activités de production agricoles, de pêche et d'élevage. Les prix élevés des denrées alimentaires et les incertitudes du marché mondial constituent une menace majeure pour la sécurité alimentaire, en particulier pour les populations les plus défavorisés. Les enjeux mondiaux, régionaux et nationaux amènent à développer des outils durables pour gérer le risque dans le secteur agricole au-delà d'une réponse humanitaire aux catastrophes, ainsi qu'à mettre en œuvre un système de gestion des risques agricoles (GRA) pour les agriculteurs, le secteur privé et le gouvernement.

L'approche de la Plateforme pour la Gestion des Risques Agricoles (PARM) est une approche holistique destinée à intégrer de nouveaux outils, réfléchir sur les pratiques agricoles et à la prestation de services, en particulier aux agriculteurs dont leur activité est leur seul moyen de subsistance pour faire face aux risques d'une manière proactive et en vue d'une opportunité (économique) visant à améliorer les revenus dérivés des activités agricoles.

Cependant la gestion des risques exige des connaissances et des compétences pour évaluer les risques et afin de mettre en œuvre des outils appropriés avec succès. Le renforcement des capacités au niveau national entre les acteurs concernés est essentiel pour planifier des stratégies et des solutions dans l'agenda politique national.

En suivant la stratégie de renforcement des capacités de PARM, les activités de CD sont articulées en trois niveaux : CD1 - Formation générale en GRA ; CD2 - Institutionnalisation des connaissances GRA de haut niveau; CD3 - renforcement des capacités d'outils spécifiques en GRA. De plus, dans le cadre de cette activité, PARM a développé son propre matériel de formation qui peut être utilisé par les parties prenantes concernées afin de renforcer la connaissance et l'utilisation pratique des concepts de GRA.

Dans le cadre de l'initiative globale PARM, le processus PARM, en partenariat avec le Gouvernement nigérien, représenté par le Haut-commissariat à l'Initiative 3N (HC3N), ainsi que le Centre Régional AGHRYMET (CRA), a développé et assuré des activités de renforcement des capacités (CD) en GRA pour les parties prenantes du Niger orientées vers la compréhension de la structure du cycle de gestion des risques. Ces activités ont tenu en compte la diversité des sources de risque et des options de gestion des risques, des pratiques agricoles aux semences améliorées, l'irrigation ou outils financiers.

En particulier, le Niger a bénéficié de toutes les activités de renforcement des capacités développées par PARM, dont :

- Le séminaire de renforcement des capacités en gestion des risques agricoles (CD1) ;
- Une formation régionale de haut niveau sur la GRA dans le Sahel (CD2) ;
- Une formation sur les outils proposés dans les études de faisabilité (CD3) ;
- La mise à disposition du matériel de formation sur le renforcement des capacités élaboré par PARM.

2. Séminaire de renforcement des capacités en gestion des risques agricoles (CD1)

Un séminaire de renforcement des capacités sur les risques agricoles durant une journée a été organisé le Mercredi 09 décembre 2015 à Niamey, avec l'appui du HC3N, et le Centre Régional AGHRYMET (CRA), et a suivi le modèle général du séminaire CD PARM. Il s'est concentré sur les méthodes GRA à travers une approche holistique de l'analyse des risques. Les objectifs du séminaire étaient de renforcer les capacités des parties prenantes sur les risques agricoles, leur évaluation et leur gestion ; ainsi que d'échanger avec les parties prenantes et partager les différentes activités de gestion des risques et de prise de décisions, et discuter des meilleures stratégies de GRA avec une approche holistique, qui va au-delà d'une approche humanitaire de la gestion de catastrophes. Ces objectifs ont été atteints au cours des 4 sessions et des travaux de groupes. Les 4 sessions ont couvert les thèmes suivants : i) l'évaluation des risques agricoles ; ii) les risques agricoles et leur gestion ; iii) l'analyse des risques selon une approche holistique ; et iv) les outils de la gestion des risques agricoles comprenant la gestion de l'information- le cas de l'AGRHYMET.).

En outre, les sessions de formation ont été complétées par un travail de groupe pratique, où les participants ont appliqué les connaissances de l'approche GRA afin d'identifier les risques possibles et d'établir la matrice de priorisation de risques sur les trois secteurs, à savoir l'agriculture, l'élevage et l'environnement. L'atelier a regroupé des représentants nationaux et régionaux du gouvernement des différents ministères tels que l'agriculture, le bétail, l'environnement ainsi que quelques organisations paysannes.

3. Activités de formation de haut niveau sur la GRA (DC2)

Dans certains pays, dont le Niger, et avec le soutien technique des institutions locales, PARM a développé des activités de formation de 5 jours (CD2) conceptualisées comme formation de formateurs (FdF) et destinées aux agents de vulgarisation et aux autres experts sur la GRA du Ministère de l'Agriculture et autres agences pertinentes.

Le contenu de la formation GRA de niveau avancé a été organisé autour des modules suivants:

- Module 1 : Gestion des risques agricoles : un aperçu général
- Module 2 : Source et analyse des données et sources d'information
- Module 3 : Evaluation et priorisation des risques agricoles
- Module 4 : Présentation des outils d'analyse de risque
- Module 5 : Rôles et responsabilités
- Module 6 : Relations entre la gestion du risque agricole et les programmes nationaux
- Module 7 : Etudes de cas

En Afrique de l'Ouest PARM avait déjà développé cette activité de formation de haut niveau au Sénégal avec l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) (9-13 Octobre 2017), pendant laquelle les participants de toute la région ont été invités à assister. D'ailleurs, quatre représentants d'AGHRYMET et de l'Université de Niamey ont participé à la formation de Dakar.

Plus tard au Niger la PARM a organisé en partenariat avec AGRHYMET la première activité de formation régionale sur la GRA axée sur la région du Sahel, du 23 au 26 avril 2018. Plus de 25 participants du Sahel et de la région de l'Afrique de l'Ouest ont participé, parmi lesquels il se trouvait des responsables des ministères de l'Agriculture et de l'Environnement de la région du Sahel, des représentants d'organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest (PROPAC et ROPPA), ainsi que des chercheurs et des étudiants. Cette formation a été organisée et présentée par les professeurs d'AGRHYMET avec le soutien de formateurs externes de l'Université de Lomé, de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), de l'Université de Gaston Berger (UGB), de l'Université de Niamey, du CIRAD et du PARM. La formation en GRA visait à sensibiliser les participants à la gestion des risques agricoles et aux études de cas / initiatives sur la GRA dans la région du Sahel.

En 2018 afin de capitaliser l'expérience des formations en Afrique de l'Ouest et au Sahel, la PARM a lancé la rédaction d'un manuel sur la GRA enrichi par les théories et leur application au Sahel et en Afrique de l'Ouest, en partenariat avec l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) et AGRHYMET. Le manuel est en cours de publication. Suite à ces activités et aux capacités renforcées au sein d'AGRHYMET envers les formations en GRA, la PARM compte continuer à travailler avec AGRHYMET afin d'identifier les modalités d'inclusion de cette formation dans le programme de formation institutionnel d'AGHRYMET.

4. Formation sur les outils proposés dans les études de faisabilité (CD3)

Deux jours de réunions techniques sur les outils proposés dans les études de faisabilité (CD3), respectivement sur l'accès à l'information, et sur le warrantage et les contrats à termes connectés aux stratégies nationales sur les crises alimentaires, ont été organisées avec l'appui du HC3N en Juin 2018.

Ce fut une occasion d'informer et de former les participants à la mise en œuvre des outils GRA au Niger proposés dans les études de faisabilité. La réunion / formation a réuni les partenaires technico-financiers (FAO, WB, EU, RECA etc.) de PARM et du HC3N, le comité de coordination du 3N, les agences gouvernementales concernées (DPGNCA etc.) tous déjà impliqués dans le processus PARM.

5. Utilisation du matériel de formation sur le développement des capacités élaboré par PARM

Le matériel de formation élaboré par PARM représente un résultat important qui a découlé des activités de CD, ainsi qu'un outil utile pour diffuser les connaissances et l'expertise en GRA à différents niveaux.

Le catalogue du matériel de formation PARM est composé du :

- MatérielCD1 sur la *Gestion du risque agricole au niveau de la ferme* :
  - *Manuel* : Il contient le cadre théorique pour développer la formation CD1 sur la gestion des risques agricoles et il est prévu que les formateurs acquièrent et livrent des connaissances spécifiques en GRA.;
  - *Des Lignes directrices pour les formateurs* : Le document comprend des informations pratiques, des conseils et des suggestions pour les formateurs sur la façon de conduire un séminaire en GRA de deux jours et de gérer son contenu ;
  - *Guide (Handbook)* : Il contient le cadre théorique de la formation en gestion des risques agricoles en utilisant des outils visuels et graphiques. Il est prévu que les participants saisissent plus facilement les concepts en GRA. Le Guide devrait être distribué à chaque participant au début du séminaire ;
  - *Slides / Diapositives* : pour aider les formateurs à fournir le contenu du cours en utilisant un ordinateur.
- Matériel DC2 sur *La gestion des risques agricoles dans les pays en voie de développement*. Constitué de quatre modules visant à fournir un cadre théorique pour la formation sur la gestion des risques agricoles DC2 ciblant les agents des services de vulgarisation.
  - Module 1. Comprendre l'environnement de risque dans l'agriculture ;
  - Module 2. Evaluation des risques en agriculture ;
  - Module 3. Outils de gestion des risques agricoles ;
  - Module 4. Planification, mise en œuvre et évaluation des stratégies en GRA

A présent, tout le matériel de formation peut être consulté par les institutions nigériennes sur le site web de PARM en anglais, et il est également disponible en français. Les quatre modules du Matériel CD2 ont contribué au cours d'apprentissage en ligne PARM/ FAO/ NEPAD «Evaluation et gestion des risques agricoles pour la sécurité alimentaire dans les pays en développement». Cet outil en ligne offre aux professionnels travaillant dans la fonction publique, aux représentants du secteur privé et aux étudiants, la possibilité de poursuivre la formation via la plate-forme d'apprentissage en ligne de la FAO.

Le manuel sur la GRA mentionné plus haut, développé en partenariat avec AGHRYMET et UCAD, va également servir de support pour les futures activités de formation et transferts de connaissances en GRA. La PARM compte continuer à travailler avec AGRHYMET pour institutionnaliser la formation sur la GRA afin de la diffuser à différents acteurs dans le pays et la région de l'Afrique de l'Ouest.

Knowledge management

Niger

Bibliothèque électronique : études, rapports et autres produits du savoir sur la GRA

Etudes

Evaluation des Risques

Termes de référence pour l'évaluation des risques agricoles : focus sur l'accès aux services financiers, aux marchés et à l'information pour les petits producteurs
Note méthodologique
Janvier 2016

Evaluation des risques agricoles au Niger : focus sur l'accès aux services financiers, aux marchés et à l'information pour les petits producteurs
Rapport Complet
Juillet 2016

Etudes de faisabilité

Etude de faisabilité pour l'investissement : le contrat à terme et le réseau du warrantage en appui aux stratégies nationales du Niger
Rapport Complet
Septembre 2018

Etude de faisabilité pour l'investissement dans les systèmes d'accès à l'information du Niger
Rapport Complet
Septembre 2018

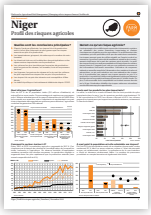
Fiches d'information / Notes de synthèse

Note de politique / Note Conceptuelle

Système de récépissé d'entreposage
Progrès en matière de gestion des risques liés aux marchés, financiers et post-récolte
Note de politique
Octobre 2016

Systèmes d'information pour la gestion des risques agricoles (SI-GRA)
Note de politique
Octobre 2016

Evaluation des Risques



Niger Profil des risques agricoles
Fiche d'information
Novembre 2016

Toutes les publications sont disponibles sur le site internet de PARM

http://p4arm.org/library/

Rapports des Ateliers

Rapports de l'atelier national de validation des études

Atelier de validation de l'étude sur l'évaluation des risques agricoles au Niger
Vol. 1 – Rapport Principal | *Vol. 2 - Présentations*
Décembre 2015

Atelier de validation des études de faisabilité pour l'investissement dans :
- Le système d'accès à l'information
- Les contrats à terme et les réseaux

du warrantage en appui aux stratégies nationales
Rapport Principal
Juin 2018

Atelier de Haut Niveau sur le Partage des Résultats Finaux du Processus PARM sur la Gestion des Risques Agricoles
Rapport Principal
Octobre 2018

Rapports des formations de Développement de Capacités

Seminaire sur le renforcement des capacités (CD1) en gestion des risques agricole
Vol.1 – Rapport Principal | *Vol. 2 - Présentations*
Décembre 2015

Formation Régionale sur la Gestion des Risques Agricoles (GRA) au Sahel
Rapport Principal
Avril 2018

NOTE

NOTE

NOTE

PARM
PLATFORM FOR AGRICULTURAL RISK MANAGEMENT

Contacts

PARM Secretariat

International Fund for Agricultural Development (IFAD)

Via Paolo di Dono 44 - 00142 Rome (Italy)

parm@ifad.org
www.p4arm.org
@parminfo